

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 02 Mars 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°98 ■

Assises nationales sur l'Agriculture

Les principales recommandations

Une nouvelle feuille de route est désormais tracée pour booster le secteur agricole. Des résultats encourageants ont été enregistrés jusqu'à présent, mais qui sont loin des potentialités existantes. D'ailleurs, même le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé à l'ouverture des travaux des Assises nationales de l'Agriculture, que « nous pouvons faire mieux».

P 3



Contribution

Les exportateurs de GNL américains, potentiels «faiseurs» de prix ?

Par Sadek Boussena
ex ministre de l'énergie P 7

Retour des importations et construction de véhicules

Une bouffée d'oxygène pour les assurances

Le retour des activités de construction de véhicules et de concessionnaire automobile, en Algérie, à partir de 2023, constituera une bouffée d'oxygène pour les sociétés d'assurances, compte tenu de la part de l'assurance automobile qui génère près de la moitié du chiffre d'affaires global du marché des assurances, estime le Conseil national des assurances (CNA).

P 4

En reprenant les activités de BP **L'italien Eni renforce sa présence en Algérie**

Le groupe italien Eni se confirme comme étant la principale société énergétique internationale active dans notre pays. Dans un communiqué, publié avant-hier mardi, Eni a annoncé la clôture de l'opération d'acquisition des activités de British Petroleum (BP) en Algérie.

P 5

Pétrole **Le marché devrait être en croissance en 2023**

Dans son analyse de marché du mois de février, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) table sur une progression de la demande en pétrole pour 2023. Le marché du pétrole s'ouvre, en 2023, sur des perspectives encourageantes, selon la dernière analyse publiée par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) le 16 février dernier.

P 5

Condor

Prenez votre envol !



COOPÉRATION EUROPÉENNE D'ACCREDITATION (EA)

La reconnaissance internationale d'Algerac maintenue

Soumis à des évaluations périodiques par ses pairs « European Accreditation – EA » et fonctionne avec un système management basé sur des exigences internationales conformes au référentiel ISO/IEC 17011, l'Organisme algérien d'accréditation (Algerac) vient de franchir une nouvelle étape avec succès. Sa reconnaissance internationale est maintenue.

Par Slimane T

« Cette reconnaissance décrochée par la région Europe constitue pour l'Algérie un atout majeur tant au niveau national pour son économie et la protection de ses consommateurs qu'au niveau international pour les opérateurs économiques ambitionnant l'exportation de leurs produits », souligne Algerac dans un communiqué. En effet, Algerac a fait l'objet d'une réévaluation, du 19 au 25 février en cours, par la Coopération européenne d'accréditation (EA) en vue du maintien de sa reconnaissance internationale et de son statut de signataire de l'accord multilatéral « EA MLA », selon la même source. Composé de cinq experts issus d'organismes similaires d'accréditation internationaux représentant la Turquie, le Luxembourg, les Pays bas, la Tunisie et la Géorgie, l'équipe d'évaluateurs « EA » a procédé à un examen approfondi visant à vérifier que l'organisme Algerac exerce ses activités d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité en toute conformité avec les exigences et les pra-

tiques de la norme ISO/CEI 17011 (relative à la compétence, la cohérence des activités et l'impartialité des organismes d'accréditation procédant à l'évaluation et à l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité), de même qu'aux lignes directrices de l'EA et des politiques dictées par l'organisation internationale d'accréditation des laboratoires (ILAC). En outre, il s'agit lors de cette évaluation, de s'assurer de la compétence de la ressource humaine d'Algerac réalisant les évaluations pour le compte des organismes d'évaluation de la conformité (laboratoire d'essais, d'analyses, d'étalonnage, organisme d'inspection et de certification) en vue de vérifier la maîtrise des bonnes pratiques du processus d'évaluation mais aussi qu'elle exerce avec toute impartialité et intégrité. Suite à l'évaluation, l'équipe d'évaluateurs (EA) ont affirmé que « le personnel permanent d'Algerac en charge de l'accréditation des laboratoires d'essais, d'étalonnage et des organismes d'inspection possède un excellent niveau de compétence et une réelle motivation pour gérer un système d'accréditation, ce que donne toute la confiance nécessaire dans la compétence des laboratoires et des organismes d'inspection accrédités ». « De

même que les évaluateurs et experts d'Algerac qui ont démontré le haut niveau de compétence acquis et exercent avec efficacité en toute impartialité dans le respect des règles définies par les normes, les directives internationales et les règles d'Algerac. L'équipe d'évaluation (EA) exprime sa pleine confiance au personnel et aux évaluateurs et experts d'Algerac qui, au quotidien, mettent en œuvre le processus d'accréditation des laboratoires d'essais, d'étalonnage et organisme d'inspection », commente l'équipe d'évaluateurs, cité dans le communiqué. Lors de sa 4e évaluation depuis sa création, « Algerac à travers l'ensemble de son équipe, a su se mesurer avec succès au processus d'évaluation de l'EA et se félicite d'avoir su démontrer une nouvelle fois la capacité de l'organisme à préserver sa reconnaissance et sa confiance », est-il indiqué dans le communiqué. Ainsi, la reconnaissance à l'international du certificat d'accréditation qu'octroie Algerac en faveur des organismes d'évaluation de la conformité pour les activités d'essais selon le référentiel ISO/IEC 17025, d'étalonnage selon le référentiel ISO/IEC 17025 et d'inspection selon le référentiel ISO/IEC 17020 conserve toujours sa validité, sa valeur et tout son intérêt économique général.

INCENDIE DANS UN HANGAR DE L'ETUSA

Neuf bus détruits

Un incendie qui s'est déclaré dans un hangar de l'entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA), hier mercredi dans la matinée, a détruit 9 bus, selon un communiqué de la protection civile. La même source a précisé que ses unités ont pu éteindre un incendie qui s'est déclaré dans le hangar des bus de la Société des transports urbains et semi-urbains de la wilaya d'Alger. En ajoutant « Nos unités sont intervenues à 04h43 pour éteindre un incendie qui s'est déclaré dans le hangar à bus de la Société des transports urbains et suburbains d'Alger, dans l'entrepôt de Korifa ». Le feu a été maîtrisé et éteint, l'empêchant ainsi, de se propager au reste des bus à 05h55, sans enregistrer de pertes humaines, selon le même communiqué.

Air Algérie annonce la reprise des vols vers Amman

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé, hier mercredi, dans un communiqué, la reprise de ses vols de et vers Amman et ce, tous les mercredis et samedis au départ d'Alger. À cette occasion, profitez d'un tarif promotionnel à partir de 49 100 DA/TTC (emoji d'un avion).

ETABLISSEMENT DE RÉÉDUCATION ET RÉADAPTATION À BÉCHAR

Ouverture "prochaine" d'une ferme aquacole pédagogique

Une ferme aquacole pédagogique sera ouverte prochainement au niveau de l'Établissement de rééducation et de réadaptation, jouxtant la route menant vers la commune de Lahmar, au nord de Bechar, a-t-on appris mercredi de la direction locale de la pêche et des ressources halieutiques (DPRH). Cette structure de formation permettra, une fois opérationnelle, d'assurer la formation et l'initiation théorique et pratique sur les techniques d'élevage de poissons d'eau douce au profit

des détenus de cet établissement, a-t-on souligné. Première du genre à être mise en place dans un établissement de rééducation et réadaptation dans la wilaya, par le secteur de la pêche et des ressources halieutiques, en coordination avec ceux de la formation et de l'enseignement professionnels et de la justice, cette structure pilote " constituera un apport important aux efforts de l'État en matière d'accompagnement des personnes détenues pour faciliter leur la réinsertion profession-

nelle et sociale", a affirmé à l'APS le directeur du secteur, Djamel Boulekhessaim. La ferme, dont l'encadrement pédagogique est confié à des formateurs spécialisés relevant des secteurs de la pêche et des ressources halieutiques et la formation et de l'enseignement professionnels, disposera de plusieurs ateliers de formation théorique et pratique, en plus de six (6) bassins d'élevage de poissons d'eau douce, a-t-il fait savoir. Selon la chargée de communica-

tion de la DPRH, Nacera Moumni, la réalisation de cette ferme pédagogique a été rendue possible notamment grâce à la formation en qualité de technicien en aquaculture de seize (16) détenus issus de l'établissement précité, lors d'une session de formation organisée auparavant à Bechar à l'initiative de la DPRH avec le concours des formateurs de la formation et de l'enseignement professionnels.

R E.

IMPORTATION DE VÉHICULES D'OCCASION

L'opération est désormais autorisée

La direction générale des douanes algériennes a donné, hier dans un communiqué rendu public, le coup de starter à l'importation des véhicules de moins de 3 ans, par des particuliers résidents en Algérie. La même source précise que l'opération est désormais autorisée puisque le décret exécutif n°23-74 du 20 février 2023, qui définit les conditions et modalités de dédouanement et de contrôle de la conformité des véhicules de tourisme

et utilitaires d'occasion acquis par les particuliers résidents, a été publié dans le Journal Officiel. Pour rappel, le décret exécutif fixant les conditions et les modalités de dédouanement et du contrôle de conformité des véhicules de tourisme et utilitaires d'occasion acquis par les particuliers résidents a été publié lundi dernier au Journal officiel n°11 datant du 22 février 2023.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahri

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ
Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité « ANEP » ALGER: PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
Tél. : (021) 73.76.78 - 73.71.28 - 73.30.43
Fax : (021) 73.95.59 (021) 73.99.19

NUMÉRISATION, IRRIGATION ET RÉGULARISATION FONCIÈRE

Les principales recommandations des Assises

Une nouvelle feuille de route est désormais tracée pour booster le secteur agricole. Des résultats encourageants ont été enregistrés jusqu'à présent, mais qui sont loin des potentialités existantes. D'ailleurs, même le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé à l'ouverture des travaux des Assises nationales de l'Agriculture, que « nous pouvons faire mieux ».

Par Sirine R.

Donc, il suffit de prendre les mesures nécessaires pour mettre la machine agricole sur rail. C'est dans ce cadre que les participants aux Assises de l'agriculture, placés sous le thème : « Agriculture : pour une sécurité alimentaire durable », clôturées mardi soir, ont recommandé la numérisation du secteur, le développement de l'irrigation et la régularisation foncière.

Ainsi, la généralisation des efforts de numérisation dans le secteur agricole garantira une meilleure gestion des données, la modernisation des moyens de production et le développement des filières stratégiques.

Les participants ont également souligné la nécessité de renforcer les ressources humaines en matière de formation, de recherche et d'orientation, et d'encadrer les jeunes porteurs de projets, en coordination avec le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises.

Ils ont en outre préconisé l'intensification de la production de semences tout en préservant les ressources génétiques nationales, à travers l'achèvement de la réalisation de la Banque nationale des ressources génétiques le deuxième semestre de 2023, après la création, l'année dernière, de la Banque nationale des semences. L'accent a également été mis sur l'importance d'intensifier la création de « grandes exploitations intégrées » pour la production de céréales et de fourrage et l'élevage de vaches laitières, et d'encourager les investissements nationaux et étrangers dans ce cadre.

Concernant le foncier agricole, les participants ont insisté sur le principe de « la terre à ceux qui la cultivent », appelant à améliorer le climat des transactions foncières, conformément aux dispositions de la loi 10-03 du 15 août 2010 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat, et son décret exécutif, notamment s'agissant de la cession du droit de concession et de la sortie de l'indivision.

S'agissant du dossier d'extension des périmètres irrigués, les participants ont recommandé de

créer une instance nationale spécialisée dans l'irrigation agricole chargée de la gestion et de l'exploitation rationnelle des ressources en eau destinées à l'irrigation.

Ils ont également appelé à mettre en place un nouveau système d'appui aux projets relatifs à l'utilisation des énergies renouvelables dans les opérations d'irrigation, notamment dans les régions du Sud, ainsi qu'un plan d'urgence pour l'exploitation de barrages et de retenues collinaires au niveau des périmètres agricoles, en vue de faire face aux changements climatiques et aux périodes de sécheresse.

Quant à la valorisation des produits agricoles et la résorption de l'excédent de production, il a été proposé la création de cartographies pour déterminer les filières agricoles spécialisées dans l'industrie de transformation, en fonction des zones et pôles agricoles spécialisés dans chaque produit et la création d'un établissement répondant aux standards internationaux spécialisés dans le conditionnement, la commercialisation et l'exportation des produits agricoles.

Il a été également préconisé d'œuvrer à la promotion des produits agricoles pour être aux normes internationales et leur attribuer le label Qualité dans le cadre de l'encouragement de l'exportation. Ces recommandations, rappelle-t-on, sont issues des travaux de quatre ateliers qui ont duré plusieurs mois, auxquels ont pris part plus de 440 experts et professionnels représentant 15 secteurs, ayant porté sur « les moyens et les facteurs de production », « la promotion des filières stratégiques », « l'organisation et l'accompagnement » et « l'économie forestière et le barrage vert ».

Un agenda de 12 mois pour les mettre en œuvre

Le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane a instruit le ministère de l'Agriculture d'élaborer un agenda qui ne dépassera pas 12 mois, pour la mise en application des recommandations issues des Assises nationales de l'agriculture, en coordination avec les secteurs des Ressources en eau, de la Pêche, du Commerce et de l'Industrie.

« Cet agenda sera examiné lors de la réunion du gouvernement et sera soumis au conseil des mi-

nistres, pour que les recommandations soient réellement mises en œuvre dans l'objectif de restaurer la confiance de l'agriculteur en les institutions de l'Etat, notamment le ministère de l'Agriculture », a déclaré Benabderrahmane. Et d'assurer : « Le gouvernement ne ménagera aucun effort pour les traduire concrètement sur le terrain et aussi assurer un suivi et une évaluation périodiques à travers un système spécial d'évaluation. L'UNPA (Union nationale des paysans algériens (UNPA) sera informée de la mise en œuvre de ces recommandations ».

S'agissant du financement des projets agricoles, le Premier ministre a ordonné toutes les banques publiques et même privées pour le financement de tous les projets d'investissement dans le secteur agricole.

Il a aussi mis l'accent sur le fait que l'Etat a fourni des efforts considérables ces trois dernières années pour hisser à des niveaux supérieurs autant la compétitivité que le rendement du secteur de l'agriculture. « Des mesures courageuses ont été prises en dépit de la pandémie du Coronavirus, le manque de pluviométrie et les bouleversements géopolitiques.

Il a rappelé que le gouvernement a classé la promotion du secteur agricole et sa modernisation parmi ses priorités majeures dans l'objectif d'assurer la sécurité alimentaire. Parmi les mesures prises, le Premier ministre a cité le recensement des exploitations agricoles et de la production céréalière, le foncier agricole, le cheptel national et la production laitière. « Une enveloppe de 30 milliards de dinars a été dégagée pour la production céréalière en 2021 et ce montant est passé à 60 milliards DA en 2022. Plus de 500 milliards de dinars sont accordés au secteur de l'agriculture pour l'importation des céréales. Pourquoi ne pas orienter cet argent au profit des agriculteurs nationaux? s'est-il interrogé. Et de poursuivre : « Il est inconcevable que le taux de rendement de la production céréalière stagne autour de 20q / ha. Il faut déployer plus d'efforts pour promouvoir cette filière et nous vous assurons de l'accompagnement », a-t-il insisté en s'adressant aux agriculteurs.

INDUSTRIES ALIMENTAIRES

Plus de 31.000 entreprises activant dans le domaine

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, a affirmé, à Alger, que le nombre d'entreprises activant dans la filière des industries alimentaires a atteint actuellement plus de 31.000 entreprises employant près de 170.000 travailleurs.

Dans une allocution prononcée lors des travaux des assises nationales de l'Agriculture placées sous le thème "Agriculture : pour une sécurité alimentaire durable", M. Zaghdar a fait savoir que "l'activité de ces entreprises a permis de relever la contribution des industries alimentaires dans le PIB industriel à près de 50%".

En dépit de ces progrès, le secteur "continue de recourir à l'importation pour satisfaire la demande locale croissante", d'où l'impératif d'accorder la priorité aux industries alimentaires, a souligné le ministre.

Pour ce faire, le ministère de l'Industrie a fixé trois principaux défis à relever, à savoir l'adaptation technologique des entreprises et leur ouverture sur l'innovation pour réaliser la qualité et la capacité concurrentielle, la création d'un cadre de dialogue intersectoriel permettant à toutes les forces actives d'exprimer leurs préoccupations, de prendre les mesures nécessaires de manière participative et de valoriser les matières premières nationales et leur fabrication afin d'encourager le recours à la production locale.

De nombreux efforts ont été consentis afin de relever ces défis, "mais les résultats restent encore loin des objectifs escomptés, d'où l'impératif d'intensifier les efforts et d'unir les forces afin de préserver notre sécurité alimentaire", a affirmé M. Zaghdar.

Afin de donner une nouvelle dynamique à cette filière, le ministre a souligné que ses services ont tracé et mis en œuvre des mesures structurantes, notamment la création d'un espace de dialogue, de concertation et de coordination à travers un comité d'orientation stratégique multisectoriel pour l'agroalimentaire qui regroupe des associations professionnelles, les organisations patronales, les groupes d'exportation, les conglomerats et les départements ministériels concernés en vue de lever les obstacles rencontrés par les opérateurs économiques activant dans ce domaine et de trouver des solutions pratiques afin d'augmenter le taux d'intégration du produit national.

S'ajoutent à cela la création du Centre Technique des Industries Agroalimentaires (CTIAA), dont les principales missions sont l'accompagnement des entreprises actives dans l'industrie agroalimentaire dans le domaine de l'innovation et de la compétitivité, ainsi que la garantie de la qualité des produits commercialisés pour protéger la santé du consommateur. Dans ce cadre, des fiches techniques des produits alimentaires de large consommation ont également été élaborées, pour servir d'outils de protection du produit national, obligeant les industriels et les transformateurs de produits agricoles à se conformer aux exigences techniques et réglementaires, afin de protéger la santé du consommateur, ajoute le ministre.

R. E.

POUR UN MONTANT DE 63,4 MILLIONS DE DOLLARS

70 000 t de légumes et fruits exportés en 11 mois

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a annoncé mardi à Alger l'exportation de près de 70.000 tonnes de fruits et légumes pour plus de 63 millions de dollars durant les 11 premiers mois de 2022.

Dans son intervention à l'occasion des Assises nationales de l'agriculture, tenues au Palais des Nations (club des pins), M. Rezig a indiqué que 69.700 tonnes de fruits et légumes ont été exportés durant les 11 premiers mois de l'année écoulée, pour 63,4 millions de dollars.

L'Algérie a exporté 83.200 tonnes usd de fruits et légumes en 2021 pour 82,4 millions de dollars, contre 78.500 tonnes (75,4 millions usd) en 2020. Selon le ministre, l'Algérie a mis en place une stratégie pour la commercialisation de ces produits via l'élaboration d'un programme devant améliorer et activer les réseaux de commercialisation en appuyant la commercialisation des fruits et

légumes à travers les marchés de gros et de détail, faisant état de la réalisation de 7 nouveaux marchés par l'entreprise publique économique (EPE) "MAGRO", réceptionnés ces 3 dernières années à travers les quatre coins du pays.

Le nombre total des marchés de gros de légumes et fruits a atteint 51 marchés au niveau national en attendant la réception du nouveau marché de gros réalisé au niveau de la wilaya de Guelma.

Les espaces de distribution de détail de fruits et légumes couvrent 880 marchés à travers le pays.

M. Rezig a fait état de 5.081 intermédiaires commerçants de gros dans le domaine de la distribution de gros de fruits et légumes, 35.502 commerçants de détail au niveau national et 54.610 commerçants ambulants de fruits et légumes.

Les commerçants dans la vente de viandes sont un nombre de 5.252 commerçants de gros et

39.691 commerçants de détail, répartis sur le marché national, selon le ministre.

Le secteur du commerce a enregistré, au titre de l'année 2022, l'importation de 145.000 têtes de bétail vivants (ovines, bovines, cameline et caprine) dans le cadre du troc frontalier à même de soutenir l'approvisionnement des wilayas du nord. M. Rezig a évoqué l'approvisionnement en lait et la politique de développement de cette filière, rappelant la batterie de mesures prises dans ce cadre, dont l'élaboration et l'actualisation de la carte nationale de répartition des laiteries conventionnées avec l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONIL), qui regroupe 2.267 distributeurs et 39.674 détaillants, et la détermination de la liste des laiteries non conventionnées, qui sont au nombre de 118 à l'échelle nationale.

Il a également cité l'interdiction de la vente du lait subventionné par les opérateurs économiques

et l'interdiction de son inclusion dans le processus d'approvisionnement au titre des marchés publics.

Le ministre a en outre rappelé la feuille de route conjointe élaborée par les ministères de l'Agriculture et du Commerce pour assurer l'approvisionnement continu tout au long de l'année en produits agricoles (légumes, fruits et viandes), la mise en place d'un dispositif de contrôle conjoint pour suivre la traçabilité des produits agricoles stockés dans le cadre du système de régulation et la création d'une cellule de veille conjointe chargée de suivre quotidiennement la situation sur le marché et les niveaux des prix des produits agricoles sur les marchés pour pouvoir intervenir et éviter les perturbations à l'origine de la spéculation et du monopole.

R. E.

RETOUR DES IMPORTATIONS ET CONSTRUCTION DE VÉHICULES

Une bouffée d'oxygène pour les assurances

Le retour des activités de construction de véhicules et de concessionnaire automobile, en Algérie, à partir de 2023, constituera une bouffée d'oxygène pour les sociétés d'assurances, compte tenu de la part de l'assurance automobile qui génère près de la moitié du chiffre d'affaires global du marché des assu-

RE

ENGRAIS

La production nationale couvre l'intégralité de la demande locale

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a affirmé, à Alger, que la production nationale d'engrais avait connu un bond qualitatif ces dernières années lui permettant de couvrir désormais l'intégralité de la demande locale. Intervenant lors des travaux des Assises nationales de l'agriculture, qui se déroulent au Palais des Nations (Club des pins) sous le slogan "Agriculture: pour sécurité alimentaire durable", M. Arkab a indiqué que "l'intégralité de la demande intérieure d'engrais a été couverte grâce à la production nationale qu'assure le Groupe Sonatrach et ses partenaires, renforçant le marché national avec plus de 300.000 tonnes d'urée".

Le ministre a, dans le même contexte, souligné la signature de 116 contrats d'approvisionnement en engrais avec le Groupe ASMIDAL et des opérateurs privés, en vue d'assurer son approvisionnement à travers l'ensemble du territoire national sans recourir à l'importation. "Nous entendons poursuivre le travail avec davantage de profondeur, de façon continue, avec tous les secteurs pour parvenir à satisfaire le marché national local et proposer différents types d'engrais par le biais de la production locale", a ajouté le ministre.

Il a également mis en avant les mécanismes adoptés pour assurer la stabilité des prix sur le marché national, qui "ont permis de protéger l'agriculteur algérien des fluctuations des prix internationaux d'engrais qui n'ont eu de cesse d'augmenter et ont atteint des niveaux très élevés".

Le ministre a rappelé, dans ce contexte, l'importance du projet du complexe de phosphate à l'est du pays devant alimenter le marché intérieur en matière première pour la production des engrais composés et exporter la surproduction pour augmenter le volume des exportations du pays hors hydrocarbures.

"Le marché national des assurances, notamment l'assurance Automobile, connaîtra certainement un autre rythme de croissance, à la lumière du nouveau contexte de construction automobile en Algérie", prévoit le Conseil dans une lecture sur le dénouement du dossier de l'automobile en Algérie.

Publié sur son site web, le texte rappelle qu'après quelques années de "tergiversations", les domaines de construction de véhicules et de concessionnaire automobile, en Algérie, connaissent "un dénouement pouvant répondre aux attentes du consommateur algérien". A cet effet, le marché national des assurances, notamment l'assurance "Automobile", connaîtra "certainement un autre rythme de croissance", à la lumière du nouveau contexte de construction automobile en Algérie, explique le CNA.

Il a également souligné que ces nouveautés, relatives à la construction de véhicules neufs sur le territoire natio-

nal et les concessionnaires automobile qui y sont agréés, sous des conditions "mieux étudiées", vont avoir des retombées "certaines" sur le marché des assurances, en particulier, et l'économie nationale, en général.

Le CNA a, dans ce sens, affirmé que le secteur national de l'automobile demeure lié aux assurances, notamment la branche "Automobile" qui génère, d'après le texte, "près de la moitié du chiffre d'affaires global du marché des assurances".

Il a, ainsi, relevé que ces dernières années, le marché de l'assurance "Automobile" a subi les contrecoups de la fermeture des usines de montage et la cessation de l'importation des véhicules neufs, assurant que la reprise du secteur de l'industrie de construction de véhicules neufs et de l'activité des concessionnaires "devra permettre le retour des partenariats avec les assureurs, du fait que l'assurance est souvent l'un des arguments de vente".

En plus de l'assurance "Automobile", celle du "Crédit" devrait aussi connaître une nouvelle dynamique, car les assureurs devraient également prendre

en compte les dispositions des cahiers des charges en matière d'assurances des infrastructures et/ou des produits commercialisés par les concessionnaires et constructeurs de véhicules neufs, indique le CNA.

Outre le retour des activités de construction de véhicules et de concessionnaire automobile, concrétisées en novembre dernier, sur instruction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à travers la publication de décrets exécutifs fixant les conditions et modalités de leur exercice, ainsi que les cahiers de charges y afférents, la relance de l'importation des voitures de moins de trois ans, dans le cadre du projet de loi de finances de 2023, devra également redynamiser le secteur des assurances. Les conditions et modalités de dédouanement et du contrôle de conformité des véhicules de tourisme et utilitaires d'occasion, de moins de 3 ans, acquis par les particuliers résidents, ont été fixées par un décret exécutif publié, lundi dernier, au Journal officiel n 11.

Egalement décidée par le Président de

REUNION DU GOUVERNEMENT

Plusieurs secteurs passés en revue

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement au cours de laquelle il a examiné des projets de textes et entendu des exposés concernant les secteurs de la justice, de l'agriculture, de la solidarité et de la pêche, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:

"Le Premier ministre, Monsieur Aïmene Benabderrahmane, a présidé, ce mercredi 1er mars 2023, une réunion du Gouvernement tenue au Palais du Gouvernement.

Lors de sa réunion hebdomadaire, le Gouvernement a examiné les points suivants:

Dans le domaine de la justice :

Le Gouvernement a examiné un avant-projet de loi portant mesures particulières pour l'obtention de la pension alimentaire, présenté par le ministre de la justice, garde des sceaux.

Ce nouveau dispositif législatif a pour objet la réforme du cadre d'intervention de l'Etat en matière de garantie du droit à la pension alimentaire, au profit des enfants et des femmes bénéficiaires, après la clôture du fonds de la pension alimentaire par la loi de finances pour l'année 2021.

Dans le domaine de l'agriculture :

Le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif portant affectation d'une parcelle de la forêt domaniale Ouled Antar, com-

mune d'Ouled Antar, dans la wilaya de Médéa, s'inscrivant dans le cadre du renforcement de la qualité des services publics relevant d'organismes publics.

Dans le domaine de la solidarité nationale:

Le Gouvernement a entendu une présentation de la ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme sur la situation des établissements spécialisés relevant de son département ministériel et de leurs perspectives.

A ce titre, il a été fait état des principales contraintes entravant le bon fonctionnement de ces structures d'accueil, notamment celles destinées à la prise en charge des enfants délinquants et des personnes âgées.

Dans le domaine de la pêche :

Enfin, le ministre de la pêche et des productions halieutiques a présenté une communication sur l'avancement dans l'exécution de la feuille de route relative à la mise en œuvre du régime spécifique de protection sociale des professionnels de la pêche.

Cette feuille de route vise l'amélioration des conditions de travail des professionnels de la pêche, notamment par la mise en place d'un dispositif de soutien au profit de certaines catégories de professionnels de la pêche ne disposant d'aucune source de revenus durant les périodes d'intempérie et de repos biologique des poissons".

RE

FONCIER AGRICOLE

68 000 hectares récupérés sont en cours de réattribution

L'opération de récupération des terres agricoles de l'Etat et leur attribution à ceux qui les travaillent a déjà commencé au moins dans deux wilayas, à savoir Annaba et Taref. Aussi, quelque 5 000 personnes ont été déchues du droit à la concession après avoir constaté le détournement desdites terres de leur vocation agricole.

C'est ce qu'a fait savoir, ce mercredi matin, M. Lanasri Mohamed-Améziane, directeur général de l'ONTA (Office national des terres agricoles) relevant du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, qui s'exprimait à l'émission L'invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio Algérienne. Il a fait savoir que 68 000 hectares du foncier agricole ont été déjà récupérés et

sont en cours de réattribution.

Précisant que l'ONTA est un outil de l'Etat, M. Lanasri a assuré que suite au discours très encourageant du président de la République, hier lors des assises nationales sur l'agriculture, toutes les directives seront exécutées dans les meilleurs délais. Un discours, a-t-il expliqué, à même de libérer les initiatives à tous les niveaux dans l'acte de la production agricole, partant du principe que « sans la sécurité alimentaire on ne peut pas être maîtres de nos décisions ».

Dans ce même sillage, l'invité de la Radio a précisé que « l'office est dans une démarche de récupération des anciens actifs issus des attributions des EAI et EAC (exploitations agricoles individuelles et collectives) attribués dans

les années 80 », se félicitant que « ces assises sont venues au bon moment, et ce n'est plus un tabou lorsque le président qui dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas ». Pour sa part, le directeur du foncier agricole et de la mise en valeur des terres au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Wahid Tefiani, a indiqué que les Assises nationales de l'Agriculture ont été sanctionnées par une feuille de route modifiée qui comprend 97 000 hectares mis à la disposition de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS) pour assurer l'autosuffisance d'ici 2025. Wahid Tefiani a souligné que l'Office intensifiera la culture du blé, du colza et de diverses céréales, affirmant que sur les 97 000 hectares, 52 000 ont

été accordés, dans le cadre de l'activation du foncier agricole au profit des filières stratégiques, telles que céréales et produits oléagineux.

Il a indiqué que les superficies arables totales sont de plus de 43,9 millions d'hectares, dont 8,6 millions d'hectares sont exploités, indiquant le recensement de 32,7 millions d'hectares de zones pastorales et de 4,3 millions d'hectares de zones forestières.

Le même responsable a noté la récupération de 33 000 hectares après l'annulation de plusieurs contrats de concession, en raison de l'inexploitation de ces terres agricoles, soulignant que la non-exploitation des terres dans un délai maximum de 6 mois en privera le bénéficiaire.

Synthèse S T

EN REPRENANT LES ACTIVITÉS DE BP

L'italien Eni renforce sa présence en Algérie

Le groupe italien Eni se confirme comme étant la principale société énergétique internationale active dans notre pays. Dans un communiqué, publié avant-hier mardi, Eni a annoncé la clôture de l'opération d'acquisition des activités de British Petroleum (BP) en Algérie.

Par Reda Hadi

Le même communiqué précise que « Eni a finalisé l'acquisition des activités de BP en Algérie, concernant les deux concessions de production de gaz « In Amenas » et « In Salah », qui sont exploitées conjointement avec Sonatrach et Equinor ». La même source souligne que « la transaction a été approuvée par les autorités nationales et antitrust compétentes ». Suite à cette opération, et aux programmes de développement déjà en cours dans le bassin de Berkine, la production d'Eni en Algérie atteindra environ 130 000 barils équivalent pétrole par jour en 2023, confirmant ainsi la pole position de la société en tant que principale entreprise énergétique internationale opérant notre pays. Présente en Algérie depuis 1981, l'Italie est devenue un partenaire privilégié de notre pays, et selon es sources diplomatiques

confirmées, les relations entre les deux pays ne sont appelées qu'à se renforcer.

En matière d'énergie l'Italie est le premier client de l'Algérie, et achète annuellement plus du tiers du gaz algérien exporté, tandis qu'elle occupe la deuxième place parmi les pays de l'Union Européenne (UE) fournisseurs de l'Algérie.

Toutefois, devant la dominance du secteur énergétique sur les relations économiques et commerciales entre l'Algérie et l'Italie, les deux pays aspirent à diversifier et élargir davantage leur coopération vers d'autres secteurs d'activité.

Les deux pays disent être liés par une amitié historique qui, au fil du temps, a permis de développer une coopération intense et fructueuse dans de nombreux secteurs d'intérêts communs, comme les infrastructures, les PME, l'innovation technologique, l'agro-industriel et les télécommunications. Il faut préciser que la balance commerciale entre les deux pays a toujours été excédentaire à la faveur de l'Algérie. L'Italie intensifie ses relations avec l'Algérie,

car selon des responsables de ce pays, ce pays dit avoir beaucoup d'espoir dans les réformes économiques en cours en Algérie et surtout dans l'amélioration du climat des affaires, ainsi que des réformes bancaires.

Pour revenir à la finalisation du dossier BP, le communiqué du groupe souligne que début septembre 2022, Eni avait annoncé qu'il « a accepté d'acquiescer les activités de BP en Algérie, y compris les deux concessions de production de gaz « In Amenas » et « In Salah » (participation directe de 45,89% et 33,15% respectivement) ».

L'énergéticien italien avait rappelé que les actifs « In Amenas » et « In Salah », entrés en production en 2006 et 2004 respectivement, ont produit, en 2021, environ 11 milliards de m³ de gaz, 12 millions de barils de condensats et de GPL.

« Cette acquisition a une grande valeur stratégique pour contribuer davantage aux besoins en gaz de l'Europe et renforcer davantage la présence d'Eni en Algérie, un important producteur de gaz et un pays clé pour Eni », indique le groupe italien.

PÉTROLE

Le marché devrait être en croissance en 2023

Dans son analyse de marché du mois de février, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) table sur une progression de la demande en pétrole pour 2023. Le marché du pétrole s'ouvre, en 2023, sur des perspectives encourageantes, selon la dernière analyse publiée par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) le 16 février dernier.

Après une baisse de la consommation au dernier trimestre 2022, l'AIE table sur une progression de la consommation de 2 millions de barils par jour (b/j) à 101,9 Mb/j. Et dans ses perspectives, elle prévoit que l'offre devrait rester supérieure à la demande au cours du premier semestre de cette année. Néanmoins, précise l'agence, la situation pourrait s'inverser si la reprise économique, notamment en Chine, se confirme.

L'agence internationale de l'énergie table sur une progression de 1,2 Mb/j en 2023 surtout par les pays non-OPEP. La production des pays de l'OPEP devrait se réduire en raison des sanctions prononcées contre la Russie.

Enfin, du côté des produits pétroliers, l'entrée en vigueur le 5 fé-

vrier des sanctions contre les produits pétroliers russes pourrait redistribuer les cartes. Alors, la Chine va développer sa propre production de produits pétroliers et développer ses exportations. De plus, de nouvelles raffineries en Afrique et au Moyen-Orient doivent entrer en activité et donc entraîner une hausse des potentiels d'exportation.

Fort de ce contexte, le marché des armateurs pétroliers connaît un regain d'activité sur les premières semaines de 2023. Les rapports des courtiers de fret soulignent l'abondance de pétrole brut entre le golfe du Mexique et l'Europe. Dans son rapport hebdomadaire, le courtier Xclusiv note que le volume moyen actuel se situe aux environs d'un million de barils par jour. Et pour le mois de mars, ce niveau pourrait atteindre 1,5 Mb/j. Deux éléments expliquent l'abondance de ce flux. En premier lieu, les opérations de maintenance et de réparation des raffineries aux États-Unis et la récession économique ont entraîné une moindre demande en brut.

Synthèse Agence

SUITE À LA REPRISSE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

La consommation des carburants en hausse

Le président de l'Autorité de contrôle des hydrocarbures (ARH), Rachid Nadiel, a indiqué que la consommation nationale en carburant a connu une augmentation en 2022 par rapport à 2021, suite notamment à la relance des activités économiques. A titre d'exemple, la consommation du gazoil est passée de 9,7 millions de tonnes en 2021 à 10,1 millions en 2022. Quant à la consommation d'essence, elle s'est élevée à 3,3 millions de tonnes en 2022 contre 3,4 millions de tonnes en 2021, enregistrant une légère baisse due à la tendance à l'utilisation du GPL « Sirghaz », qui a connu une consommation de 1,550 million de tonnes l'an dernier, contre 1,2 million de tonnes en 2021. Pour le kérosène, les quantités consommées ont eux aussi passées de 300 00 tonnes à

500 000 tonnes. Une augmentation qui s'expliquait pour le retour à la normale de l'activité du transport aérien. S'agissant de la consommation des huiles, le même responsable a fait savoir que la production locale répond parfaitement à la demande estimée à 1,3 millions de tonnes. Sur ce point, il a estimé nécessaire de consentir des investissements en matière de recyclage de ces huiles. « Nous souhaitons que 2023 verra la réalisation de ce genre d'usine pour le recyclage des huiles », a-t-il dit. Tout en assurant que l'Algérie ne va recourir cette année aussi à l'importation des carburants de l'étranger, le président de l'ARH a estimé nécessaire de lancer des investissements notamment en matière de la production du gazoil afin de répondre à la demande nationale.

Questionné sur le nombre de stations service en activité, le président de l'ARH a relevé l'existence de 2700 stations, et 200 autres sont en cours de réalisation. Il est à noter que l'Algérie compte actuellement 2700 stations de service, dont 700 pour Naftal et 1800 autres pour le privé. 200 nouvelles stations sont en cours de réalisation à travers le pays.

« Nous souhaitons la réalisation de plus de stations de service notamment dans le grand Sud, où l'automobiliste est contraint parfois de faire un trajet de 500 à 700 km pour trouver une station de service. Le nombre actuel de 2700 stations est certes important, mais il est insuffisant », a lancé le président de l'ARH à l'adresse des investisseurs.

S R.

HUAWEI AU MWC 2023

Pour un monde intelligent

Au cours du MWC Barcelone 2023, Huawei rencontrera des opérateurs téléphoniques, des partenaires industriels ainsi que d'autres leaders d'opinion clés issus du monde entier afin de discuter du plan commercial "GUIDE : vers un monde intelligent". Ensemble, ils examineront comment utiliser le plan commercial GUIDE pour jeter les bases de la 5.5G en s'appuyant sur le succès de la 5G pour un monde plus intelligent.

« Le MWC Barcelone 2023 se déroule du 27 février au 2 mars à Barcelone, en Espagne. Huawei présente ses produits et solutions au stand 1H50 dans le hall 1 de Fira Gran Via. Avec les opérateurs mondiaux, les professionnels de l'industrie et les leaders d'opinion, nous plongeons dans des sujets tels que le succès commercial de la 5G, les opportunités de la 5.5G, le développement vert, la transformation numérique, et notre vision de l'utilisation du plan commercial GUIDE pour jeter les bases de la 5.5G et tirer parti du succès de la 5G pour une prospérité encore plus grande », indique Huawei dans un communiqué parvenu hier à notre rédaction. Le stand d'exposition de Huawei situé dans le hall 1 du MWC, a été conçu autour du concept "Un avenir intelligent, plein d'espoir".

Sur le stand, Huawei y dresse le portrait d'une nouvelle ère plaçant l'économie numérique et la collaboration au cœur de celle-ci. Une ère plus vivante et forte d'un nombre incommensurable de nouvelles opportunités. Tout au long de l'événement, Huawei présentera ses dernières innovations et solutions technologiques ainsi que sa solution Green 1-2-3. Les dernières innovations de l'entreprise offrent une expérience 5G ultime, une connectivité haut débit premium et intelligente favorisant une transformation numérique intelligente. Les offres de Huawei témoignent d'un engagement clair en faveur de l'innovation dans le cadre du développement de l'ère de la 5.5G, créant ainsi de la valeur pour les clients et stimulant le déploiement de l'économie numérique. À la fin de l'année 2022, la 5G avait déjà fait ses preuves et s'était imposée comme un véritable succès commercial dans le monde, avec plus d'un milliard d'utilisateurs mobiles se connectant grâce à cette technologie. Les principaux opérateurs téléphoniques en Chine, en Corée du Sud, en Suisse, en Finlande et au Koweït ont déjà atteint des taux de pénétration d'utilisateurs 5G de plus de 30 %, et plus de 30% de leur trafic est également issu de la 5G. Selon le dernier 5G City Benchmark Report d'Ookla, parmi les 40 villes représentatives du monde en matière de 5G, Huawei a joué un rôle majeur dans la construction des réseaux 5G des 10 premières villes de ce classement. Il est important de souligner que les résultats en matière de performance 5G au sein de ces 10 villes montrent que les réseaux 5G construits par Huawei sont ceux qui offrent la meilleure expérience.

Dans le prolongement du concept de Huawei "Striding Towards the 5.5G Era" présenté en juillet 2022, l'entreprise chinoise met en avant les cinq caractéristiques majeures de l'ère 5.5G : expériences à 10 Gbps, interconnexion à scénario complet, détection et communication intégrées, réseaux de conduite autonome L4 et TIC vertes. Les principaux opérateurs téléphoniques mondiaux, les organismes de normalisation et les partenaires de l'écosystème industriel s'unissent pour promouvoir l'émergence et l'exploration de cette ère 5.5G, car elle créera davantage de nouvelles applications et opportunités commerciales.

La division Entreprise de Huawei organise également son propre événement au MWC 2023, sur le thème "Leading Digital Infrastructure for New Value Together", où elle lancera plus de 50 innovations et solutions innovantes pour les clients dans le monde entier. Parmi celles-ci, la « Intelligent Simplified Campus Network Solution », une série de solutions de centres de données innovants et de stratégies commerciales pour les petites et moyennes entreprises (PME). Dans le domaine des appareils, Huawei présente ses nouvelles séries HUAWEI Mate 50, HUAWEI WATCH Buds et HUAWEI WATCH GT Cyber, qui regorgent d'innovations dans des domaines tels que l'imagerie mobile, le fitness et la santé ainsi que le bureau intelligent.

ALGER

Réparation de toutes les fuites d'eau

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) a affirmé, mardi dans un communiqué, que les opérations de maintenance et de réparation des canalisations, effectuées périodiquement, avaient permis de réparer toutes les fuites importantes au niveau des principales canalisations de transfert.

"La moyenne d'âge des principales canalisations de transfert est estimée à 35 ans, d'où l'impératif de mettre en place un plan d'action permanent en vue d'effectuer la maintenance et la réparation des canalisations et des équipements hydromécaniques numériques, ainsi que la réparation des fuites enregistrées", précise la même source.

En 2022 par exemple, SEAAL a diagnostiqué et réparé plus de 550 fuites sur 2.000 km de réseaux dont le diamètre varie entre 5.00 et 2.000 mm, outre les opérations de réparation programmées qui seront effectuées après les travaux techniques urbains en vue de réduire, dans la mesure du possible, l'impact sur les programmes de distribution tracés.

Cette activité concrétisée tout au long de l'année dans des conditions différentes a permis d'éliminer les principales fuites dans les systèmes stratégiques.

"Aujourd'hui, il n'existe aucune fuite importante au niveau des systèmes de transfert à Taksebt, Keddara, Bou-douaou, la chaîne des hauteurs, la chaîne côtière et Mazafra", assure la même source.

Ces réalisations permettront de "réduire considérablement les pertes d'eau et de préserver cette richesse rare en vue d'améliorer le programme de distribution pour la population des wilayas d'Alger et de Tipasa (5 millions d'habitants)", selon la même source. SEAAL a mis l'accent sur l'importance de la mise en œuvre d'un plan s'étalant sur plusieurs années, en vue de renouveler les canaux de transport d'eau dans le but de sécuriser les systèmes de transfert, et par conséquent, assurer l'approvisionnement en eau potable des wilayas d'Alger et de Tipasa, ainsi que Tizi Ouzou, Boumerdes et Blida partiellement.

Les canalisations de transport d'eau potable sont un élément important dans l'opération d'exploitation du réseau public d'eau, car permettant le transfert quotidien de 1,15 millions m³ à travers un réseau de production de 2.000 km sur ces cinq wilayas.

CONSTANTINE

Appel à la création de clubs verts dans les établissements scolaires

Les participants au premier colloque national "La technologie verte au service de l'environnement et du développement durable", clôturé mardi à Constantine ont appelé à "la nécessité de créer des clubs verts de protection de l'environnement, dans les établissements universitaires et également scolaires des différents paliers de l'enseignement".

Le directeur de l'Ecole normale supérieure (ENS) "Assia Djebbar", M. Rabah Tabdjoune a lu les recommandations adoptées par les participants à ce colloque de deux jours, qui portent notamment la nécessité de créer des clubs verts dans le secteur de l'enseignement, étant donné que ces clubs constituent de véritables laboratoires où les adhérents (élèves et étudiants) s'adonneront à des activités scientifiques à même d'enraciner la culture écologique et le développement durable.

NÂAMA

Enregistrement de plus de 30 mémoires de fin d'études ouvrant l'accès à un certificat de startup

L'incubateur des affaires du Centre universitaire Salhi-Ahmed de Nâama a recensé, durant l'année universitaire 2022-2023, pas moins de 36 mémoires de fin d'études ouvrant l'accès à l'obtention d'un label de startup, a-t-on appris lundi auprès de l'incubateur.

L'accompagnement de 36 projets de recherche a été enregistré via la plate-forme "projet innovant" destinée aux étudiants en fin de cursus universitaire au Centre universitaire Salhi-Ahmed de Nâama, en vue de leur permettre d'obtenir un label de startup, a in-

diqué le responsable de l'incubateur, Berrah Nacer Ali, en marge d'une journée d'information et de sensibilisation sur "le guide du projet pour obtenir le label de startup".

Ces mémoires de fin d'études ont été acceptés sur évaluation initiale par les membres du comité scientifique de l'incubateur, a-t-on fait savoir, notant que chaque projet concerne un groupe de travail allant jusqu'à 6 étudiants. Les projets de mémoire de fin d'études pour l'obtention d'un label de start-up émergente se répartissent sur la licence et le master en spé-

Le Pr Tabdjoune a mis l'accent également, sur les technologies nouvelles et l'intelligence artificielle sur lesquelles les clubs verts doivent s'ouvrir pour contribuer à réduire les pollutions qui dégradent la qualité de l'environnement.

Les recommandations lues par Tabdjoune insistent également sur le rôle des associations et de la société civile qui peuvent agir toute l'année par des actions de sensibilisation telles que les caravanes, ainsi que le partenariat avec les entreprises concernées, pour développer la protection de l'environnement.

cialités de Technologie, Sciences, Sciences de gestion, Sciences économiques et commerciales, Droit, Sciences politiques, Sciences humaines et sociales, selon la même source. La direction du CU de Nâama a réservé des espaces équipés au niveau des laboratoires de recherche aux étudiants pour leur permettre de développer leurs idées innovantes et leur concrétisation à travers la création de startup et de bénéficier d'une assistance pour des formations au niveau d'entreprises économiques où leurs solutions innovantes sont exploitées selon

le besoin, en plus de bénéficier de différents dispositifs de soutien et de financement mis en place par l'Etat, a-t-on ajouté.

La journée d'information, où des orientations et des conseils techniques ont été présentés aux étudiants, s'est déroulée en présence de représentants de dispositifs de soutien technique et de financement, à l'instar de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM) et l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE).

BOUMERDES/EXPLOITATION DE STATIONS DE DESSALEMENT D'EAU DE MER

Introduction d'une nouvelle spécialité de formation

Une nouvelle spécialité pour la formation d'opérateurs de stations de dessalement d'eau de mer a été introduite par la Direction de la formation et de l'enseignement professionnels de Boumerdes, au titre de la nouvelle session de février, en vue de satisfaire aux besoins de la station de dessalement en cours de réalisation à Corso (Nord de la wilaya), a-t-on appris, dimanche, auprès de cette direction.

"Cette nouvelle formation qualifiante vise à couvrir les besoins en main d'œuvre qualifiée nécessaire pour la mise en exploitation de cette station future", a ajouté la même source, signalant l'ouverture, à cet effet, de 50 places pédagogiques, avec l'inscription, à ce jour, de 40 stagiaires pour suivre cette formation, dont les inscriptions se poursuivent toujours.

La formation des stagiaires dans cette spécialité se déroulera sur une période de six (6) mois, à l'Institut spécialisé en formation professionnelle des Issers et au Centre de formation professionnelle de Bordj Menail.

La même source a, également, signalé l'ouverture de huit (8) autres nouvelles spécialités de formation dans la culture céréalière, les carrières, la prévention et la sécurité minière, la protection des végétaux, la production de boissons et de conserves, le montage de fils électriques, la broderie sur machine et assistante en puériculture.

Le secteur de la formation professionnelle à Boumerdes compte 18.427 stagiaires, dont 6.125 nouveaux inscrits au titre de cette nouvelle session de février.

BLIDA

Levée des obstacles sur des projets de réalisation de milliers de logements AADL

Les services de la wilaya de Blida ont pris, en coordination avec l'Agence nationale d'amélioration et du développement du logement (AADL), une série de mesures à même de lever les obstacles sur les projets de réalisation de milliers de logement de type location-vente, a indiqué le wali de Blida, Ahmed Maabed.

En marge d'une visite d'inspection de nombre de chantiers pour la réalisation de milliers de logements AADL, effectuée en compagnie du Directeur Général de l'AADL, Fayçal Zitouni, le wali de Blida a précisé, dans une déclaration à la presse, qu'il avait été convenu de mettre en place deux commissions techniques regroupant des directeurs exécutifs et des experts de l'Agence ainsi que des chefs de daïras et des présidents d'APC afin d'étudier les

dossiers en suspens. Il a également été décidé, a-t-il dit, de lever tous les obstacles sur les projets de réalisation de ces logements, notamment en termes de raccordement aux voiries et réseaux divers (VRD). Parmi les projets visités par M. Maabed, il y a lieu de citer le projet de réalisation de 3000 logements dans le quartier Driouche dans la commune de Bouarfa, dont les travaux de raccordement au réseau électrique étaient à l'arrêt en raison de l'opposition d'un propriétaire de terrain concerné par le transfert de la ligne électrique de moyenne tension. Suite à quoi, le wali a ordonné le lancement des travaux de transfert du réseau et le raccordement du site en question. Dans le même quartier, M. Maabed s'est enquis de l'état de l'assiette réservée à la réalisa-

tion de 1000 logements AADL, dont les travaux n'ont pas encore été lancés en raison de l'opposition de certains citoyens qui réclament la propriété du terrain, en dépit du fait que l'Agence avait présenté les documents attestant que l'assiette relevait du domaine de l'Etat. A ce propos, le wali a ordonné à l'entreprise de réalisation de lancer immédiatement les travaux. Dans la ville de Meftah (à l'Est de Blida), le wali a inspecté le projet de réalisation de 6500 logements à "Haouch Errih", à proximité du pôle "Safsaf", où il a été convenu d'exploiter les locaux et nombre de logements situés au rez-de-chaussée dans le cadre du service public (des bureaux de poste ou des dispensaires), en vue de prendre en charge les préoccupations de la population.

Les exportateurs de GNL américains, potentiels « faiseurs » de prix ?

A « l'insu de leur plein gre », semble-t-il, les États-Unis gagnent sur beaucoup de plans grâce au boycott du gaz naturel russe par les Européens après l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022. Pour eux, c'est une double aubaine.

Par Sadek Boussena, ministre algérien de l'Énergie de 1988 à 1991

D'abord, leurs exportateurs de GNL ont, d'ores et déjà, considérablement augmenté leurs ventes à l'Europe à des prix jamais atteints précédemment. Ensuite, si l'Union européenne (UE) applique sa décision de découplage du gaz russe, c'est un large boulevard qui s'ouvre pour leur gaz de schiste.

Fin du gaz russe et GNL américain plus cher

Ce débouché européen, le gros « marché unique » du gaz, plus proche que celui de l'Asie, les exportateurs américains en rêvaient mais il restait, jusqu'ici, difficile d'accès à cause des prix insuffisamment rentables résultant de la stratégie qu'y menait la compagnie russe Gazprom. Le bannissement politique de ce gaz leur permet non seulement de remporter une manche dans le duel gazier qui les opposait aux Russes en Europe mais leur offre également l'opportunité de jouer un rôle de premier plan sur le marché international. Les Européens, à la recherche d'une alternative au gaz russe et ne pouvant compter, à court terme, sur les seules économies d'énergie ou à moyen terme sur le développement du nucléaire et de l'hydrogène, ont décidé d'importer du gaz d'ailleurs.

De craintes des pénuries, surtout après la mise hors service des gazoducs russoallemands Nord Stream 1 & 2 suite à leur impensable sabotage, ils n'ont d'autre choix que l'importation massive de GNL. Et de fait, l'UE a déjà augmenté ses achats de GNL de 80 %, une solution forcément plus couteuse que le gaz russe mais considérée comme le prix à payer pour soutenir l'Ukraine. Les raisons géopolitiques, encore une fois, l'auront emporté.

Ce côté « illibéral » du commerce énergétique, les Américains comptent bien en prendre avantage pour vendre leur gaz à leurs alliés européens et asiatiques. Récemment, d'ailleurs, leur secrétaire au Trésor soulignait la nécessité du « friend-shoring¹ », une doctrine consistante à établir des circuits d'approvisionnement plus sûrs entre « pays amis » pour les produits stratégiques et l'énergie afin de contourner la Chine, la Russie et d'autres pays jugés hostiles. Dans le climat tendu actuel où l'OTAN et ses alliés resserrent les rangs, la chaîne du GNL s'y prête bien, surtout que les États-Unis veulent y jouer un rôle prééminent. La guerre en Ukraine ne va pas durer « cent ans » et la Russie restera voisine. Pourtant, la Commission européenne a adopté, en mai 2022, un plan énergétique volontariste, le REPowerEU, actant la fin des importations de gaz russe pour 2027 et suggérant l'idée de sanctions durables. Est-ce une pression visant à induire une dynamique de non-retour afin de dissuader toute tentation de reprise des contrats Gazprom en cas de cessez-le-feu ? La décision de l'Allemagne de réaliser au plus vite des usines de réception de GNL et de rechercher de nouveaux fournisseurs entre-t-elle dans cette démarche ? Reste le problème du prix de ce GNL importé.

La flambée des cours en août 2022 a résonné comme un coup de semonce. Des dirigeants européens n'ont pas hésité à souligner que de tels niveaux n'étaient pas acceptables, mais les autorités américaines sont restées fermes sur le sujet en rappelant le respect des « règles du marché ». Pour la plupart des experts, l'offre libre de GNL restera contrainte d'ici 2026-2027³, car le gros des volumes des projets en cours est déjà engagé dans des contrats de long terme. Ce sont principalement les promoteurs américains (producteurs, traders, fonds, etc.) qui semblent les mieux placés pour répondre dans les délais

à cette demande incrémentale soudaine.

Avec leur agressivité commerciale connue et leur aptitude aux montages rapides de nouveaux projets dans un contexte incertain, ils peuvent être en première ligne si, du moins, certaines conditions sont remplies. Et l'une de ces conditions réside dans les prix futurs de ce GNL dont le niveau n'était justement pas suffisant pour en permettre l'entrée massive en Europe. Or, depuis leur pic historique d'août dernier (de \$103/MBtu) et malgré leur forte chute, les prix d'importation européens semblent s'installer à un niveau relativement plus élevé que précédemment (\$20 à \$21/MBtu) et si la demande asiatique ne fléchit pas, la concurrence avec l'Europe va entraîner une pression à la hausse sur les prix d'importation qui pourraient ainsi s'installer pendant plusieurs années au-dessus des \$11 à \$12/MBtu, soit plus haut que le breakeven rendu Europe du GNL américain⁴. Tout cela n'a pas fléchi l'engouement pour le GNL des Européens ; ils veulent juste en plafonner le prix. C'est un bon signal pour les exportateurs américains, qui voient ainsi leur avantage géopolitique se traduire en prix minimum souhaité pour rentabiliser leurs projets.

L'Atlantique, plaque tournante du marché du GNL

Le développement du marché international du gaz naturel sera essentiellement assuré grâce au GNL avec une part de 60 % prévu pour 2030. Les exportateurs américains, très actifs sur les marchés libres et moins engagés par des contrats de long terme, vont voir leur rôle croître.

En 2022, ils ont déjà signé pour environ 52 Gm³/an de GNL de contrats fermes. La capacité américaine de GNL devrait être portée à 157 Gm³/an d'ici à 2027 et devancerait alors celles du Qatar et l'Australie⁵. Certes, il faudra réunir des conditions de prix et de financement, mais l'énorme potentiel de GNL américain est annoncé. Selon une étude prospective commandée par l'American Petroleum Institute, l'API⁶, et réalisée par Rystad Energy, l'Europe pourrait facilement remplacer tout le gaz russe (150 Gm³/an) par du GNL américain. L'étude prétend que les États-Unis et le Canada seraient en mesure (en théorie) d'exporter plus de 600 Gm³/an de GNL dès 2035 à un coût technique de \$9/MBtu rendu Europe.

Ces projections stratosphériques, et dans des délais si courts, sont discutables géologiquement et économiquement, mais d'évidence, ce travail vise à conforter le discours des autorités américaines pour rassurer les européens sur la capacité de leur pays à les approvisionner en gaz sur une longue période. En l'absence de la Russie et de l'Iran, les plus grosses réserves mondiales de gaz, toutes deux entravées par des embargos, pourrait-on spéculer sur les intentions américaines dans la poursuite de la conquête de nouvelles parts de marché ?

Vers un prix référentiel du GNL

L'Europe va donc importer beaucoup de GNL. Une partie importante de ces volumes sera achetée via des contrats de long terme, mais aussi à partir des marchés libres qui vont connaître une forte croissance. Parce que les exportateurs américains sont très intéressés par ce débouché, ce marché sera indirectement lié au Henry hub, la bourse gazière américaine. Les contraintes annoncées sur l'offre de GNL vont probablement renforcer la concurrence entre l'Europe et l'Asie avec des arbitrages de prix où les exportateurs américains seront très actifs. Avec cette connexion permanente, les prix spot d'importation de GNL vont durablement se rapprocher entre ces deux marchés, qui constituent l'essentiel du commerce du GNL (93 % en 2021). Sans contrepoids du gaz de Gazprom sur le spot européen, toutes les

fluctuations de prix du spot du GNL dans la zone Atlantique se répercuteront directement, via les « hubs » européens (dont le TTF), sur les prix du « marché unique européen » avec toute sa profondeur et sa liquidité. On restera attentif sur ce point à l'initiative européenne d'établir un « référentiel de prix » quotidien pour le suivi des transactions de GNL dans le cadre de son Mécanisme de Plafonnement des Prix⁷. On pourrait bientôt voir apparaître un prix spot de référence de GNL pour l'Europe.

Les Américains « faiseurs » de prix

Malgré leur intensification, les transactions internationales de gaz resteront, contrairement au pétrole, segmentées en régions et catégories⁸ avec des prix différenciés, pour lesquels des références régionales⁹ existent mais restent d'un usage restreint.

Un grand marché spot nord Atlantique fortement alimenté par le premier producteur mondial et inventeur du GNL, les États-Unis, connecté en même temps aux plus gros débouchés, l'Asie et l'Europe, utilisant le dollar US, constituerait un formidable socle pour fournir un point de repère crédible pour le commerce international du GNL et par ricochet au reste des marchés gaziers.

Les prix qui s'y pratiqueraient deviendraient une référence indicative incontournable pour les autres destinations spot du GNL ainsi que d'autres types de transactions physiques ou financières de gaz naturel et serviraient d'indices pour les formules de prix des contrats de long terme du GNL et même de ceux des gazoducs. Dans ce scénario, les exportateurs américains auraient une place décisive. Ils deviendraient des « faiseurs » de prix sur le marché du GNL nord-atlantique et, par rayonnement, sur le reste des transactions internationales, assurant de fait un leadership américain sur ce commerce. Est-ce possible dans un marché gazier déjà contrarié dans sa globalisation par le climat politique actuel et une « régionalisation de la mondialisation » suscitant plutôt des transactions bilatérales stratégiques et des chaînes d'approvisionnement basées sur des critères géopolitiques ? Rien n'est moins sûr, d'autant que les autres acteurs du gaz ne resteront certainement pas inactifs.

Source : Repris de la revue "PétroGaz" du 23 02 2027

1 J. Yellen, citée par Les E4chos du 07.02.2023. 2 Un pic atteint le 26 août 2022 à 103 \$/Mbtu et un prix début 2023 autour de 21 \$/Mbtu. 3 PIW, 24.03.2022. 4 Estimé à partir de la formule du contrat Cheniere 1. 5 PIW des 05 et 12.01.23. 6 Rebalancing Europe's gas supply par Rystad Energy. Sponsoring API et IOGP. Septembre 2022. 7 Mission confiée à l'Acer, l'Agence de coopération des régulateurs de l'énergie en Europe. Enerpresse, 21/12/2022. 8 GNL, gaz de gazoducs, spot, contrat court ou long terme, marchés à terme, etc. 9 Le Daily spot Med (Méditerranée), le JKM (Asie) ou le Daily North West Europe.

SCANDALE DE CORRUPTION AU PE L'ex-eurodéputé Panzeri enfonce le Maroc

Des sommes d'argent d'un total d'au moins 180.000 euros, en plus de cadeaux et de voyages, ont été offerts par le régime du Makhzen pour soudoyer des eurodéputés en échange d'un soutien électoral au Parlement européen, selon des aveux de l'ex-eurodéputé Pier Antonio Panzeri obtenus par la justice belge, dans le cadre de l'enquête sur le scandale de corruption ayant éclaboussé l'institution continentale et dans lequel le Maroc est notamment impliqué.

LIBYE

Presto Eat effectue des livraisons de nourritures et de produits d'épicerie

Après des études au Royaume-Uni, ce tech entrepreneur a décidé de rentrer dans son pays pour lancer une start-up. Quelques années plus tard, malgré les difficultés, il a mis en place une solution utile à la population de la capitale de la Libye.

Presto Eat est une solution numérique développée par une jeune pousse libyenne. Elle permet à ses utilisateurs de se faire livrer de la nourriture et des produits d'épicerie. La start-up, basée à Tripoli, a été fondée en 2020 par Ammar Hmid.

« Nous voulons être l'application de tout pour les Libyens. Malgré la croissance, les fonds de capital-risque et autres investisseurs ne souhaitent pas investir dans l'entreprise. Ceux qui ont répondu voulaient que je fasse pour eux une analyse des risques sur le marché libyen. Mais ce n'est pas mon travail, mon travail en tant que fondateur est de développer mon entreprise », a indiqué Ammar Hmid.

La solution dispose d'une application accessible sur iOS et sur Android. Après téléchargement, il faut créer un compte ce qui donne accès aux restaurants partenaires de la jeune pousse. L'utilisateur peut ainsi passer sa commande et être livré n'importe où dans la ville de Tripoli et ses alentours. Depuis le lancement de ses services, Presto Eat a déjà livré plus de 250 000 commandes. La jeune pousse emploie plus de 500 employés libyens ; elle a un partenariat avec plus de 380 structures qui ont recours à ses divers services et dispose de plus de 13 magasins et points de départ dans la ville de Tripoli. Ce dernier point permet d'être rapide dans l'exécution des livraisons. Une fonction permet au client de suivre en temps réel le parcours de sa commande.

Selon les statistiques de Play Store, la version Android de l'application a déjà été téléchargée plus de 100 000 fois. Malgré ce succès, Presto Eat a du mal à attirer des investisseurs. Les raisons évoquées sont entre autres l'instabilité politique qui règne en Libye depuis 2011 et aussi l'absence d'un écosystème technologique dans le pays. Pourtant, la jeune pousse rêve d'étendre ses services à d'autres villes du pays en l'occurrence à Benghazi et à Misrata.

Cette extension est pour le moment un rêve de son fondateur qui déplore également le manque d'intérêt des riches libyens pour le secteur technologique. « Les Libyens n'ont pas une forte mentalité de start-up car il existe d'autres secteurs rentables dans lesquels travailler et investir, comme l'importation et les produits de grande consommation, ou même la fonction publique », a affirmé Ammar Hmid.

Accompagné d'un avocat et d'un traducteur, l'ex-eurodéputé a commencé à tout débâler devant les enquêteurs de l'Office central pour la répression de la corruption (OCRC).

En effet, de sa bonne collaboration dépend l'approbation en fin d'enquête de son memorandum de "repenti" signé avec le parquet fédéral belge en janvier.

Dans des révélations fracassantes dévoilées par Le Soir, Knack et La Repubblica qui ont mis la main sur des comptes rendus des auditions datées des 2 et 13 février, ainsi que d'autres documents issus du dossier d'instruction, Panzeri évoque notamment ses liens avec l'ambassadeur du Maroc en Pologne, Abderrahim Atmoun.

Selon ses aveux, le Maroc a versé au moins 180.000 euros -en plus de cadeaux et de voyages- à plusieurs eurodéputés pour les amener à s'aligner sur ses thèses lors de l'adoption de différents textes au Parlement européen.

Il a raconté qu'en 2009, alors qu'il venait d'être réélu au Parlement européen, il s'impose vite comme un des visages clefs de la diplomatie européenne à Rabat.

Le chemin de l'Italien, président de la délégation pour les relations avec les pays du Maghreb et co-président de la commission parlementaire mixte UE-Maroc, croise rapidement celui d'Abderrahim Atmoun.

Parlementaire depuis 2003, partagé entre le Maroc et la France, maîtrisant également l'italien, Atmoun hérite lui aussi, dès 2011, de la

coprésidence de la commission parlementaire mixte.

"De cette relation de travail est née une amitié", a confié en audition Antonio Panzeri. Et de préciser qu'Atmoun n'a pas hésité, peu avant le scrutin européen de 2014, à privatiser - pour une somme estimée à 50.000 euros - un club de jazz milanais afin d'y rassembler la diaspora marocaine votant en Italie. Entre janvier et février 2017, Panzeri troque la présidence de la délégation Maghreb pour celle de la sous-commission des droits de l'Homme. Ce qui ne l'empêche pas de continuer à cultiver de bons rapports avec Abderrahim Atmoun et le royaume chérifien.

Du cash "en veux-tu en voilà"

Entre 2017 et la fin de son mandat en juillet 2019, il a ainsi été convié à quelques reprises à Casablanca et Marrakech, explique-t-il aux enquêteurs. Avec une pensée particulière pour ce séjour d'une semaine qu'il aurait passé sur invitation à La Mamounia, l'hôtel le plus prestigieux du pays, avec quelques amis, dont son assistant parlementaire Francesco Giorgi et la compagne de ce dernier, la désormais ex-vice-présidente du Parlement européen, Eva Kaili. En mai 2019 cependant, Antonio Panzeri n'est pas réélu. Il immatricule à Bruxelles l'association sans but lucratif "Fight Impunity" et continue à nourrir ses bonnes relations avec le régime du Makhzen.

Mais ce dernier entend se rapprocher parallèlement d'eurodéputés en exercice. Panzeri aurait notamment glissé à son ami Atmoun,

ressort-il encore des auditions, les noms de Brando Benifei, Alessandra Moretti, Andrea Cozzolino et d'un quatrième parlementaire. Selon Antonio Panzeri, ces quatre parlementaires se seraient fait représenter par leurs assistants respectifs lors d'une réunion organisée à Rome par Abderrahim Atmoun.

Quelques mois après son départ du Parlement européen "en octobre ou novembre" 2019, l'audition fait ressortir que Panzeri et celui qui fut longtemps son assistant, Francesco Giorgi ont organisé une rencontre avec Atmoun dans un restaurant bruxellois, proche du domicile de Panzeri.

"Nous avons longuement discuté, il a été décidé de nous rétribuer en cash. Il a été décidé de nous donner 50.000 euros chacun, chaque année".

Antonio Panzeri admet alors avoir reçu 20.000 euros dans une chambre d'hôtel pour le trimestre en cours, son collaborateur Giorgi devant se contenter de la moitié et d'un voyage offert au Maroc.

En juin 2021, les deux ressortissants italiens vont jusqu'à Paris en voiture - où Atmoun, qui est devenu ambassadeur du Maroc en Pologne, a des attaches - et reviennent avec 50.000 euros en coupures de 50 et 100 euros. Et en octobre 2022, ils effectuent un nouveau déplacement à Paris mais le trajet se fait cette fois en train à grande vitesse. Antonio Panzeri et Francesco Giorgi, explique encore le premier en audition, reçoivent chacun 25.000 euros.

Réforme des subventions énergétiques en Tunisie Un exercice de funambule

Epineuse, fastidieuse et complexe, la réforme des subventions énergétiques n'est pas de tout repos. Il s'agit d'une réforme, certes, impopulaire, au vu de la conjoncture inflationniste qui plombe l'économie et lamine le pouvoir d'achat des citoyens. Mais c'est une réforme nécessaire sur le plan économique, car elle permet d'instiller une dose d'efficacité économique et d'alléger les dépenses budgétaires.

Il faut dire que cette réforme a longtemps piétiné: la révision du système de subvention des hydrocarbures a été mise sur la table, en 2013. Depuis, chaque gouvernement se contente de refiler la patate chaude au suivant et le débat autour de la question n'a pas été suivi de mesures réelles de concrétisation. Ce retard accusé dans la mise en œuvre de la réforme continue à coûter cher à l'économie et ses conséquences se font sentir au niveau des caisses de l'Etat. Avec le déclenchement de la guerre en Ukraine qui a provoqué une envolée sans précédent des prix des produits pétroliers, les dépenses de compensation des hydrocarbures ont littéralement explosé et sont devenues insoutenables. Selon le rapport de la loi de finances rectificative 2022, les dépenses de subvention des hydrocarbures ont augmenté de près de 4,7 milliards de dinars pour s'établir à 7,6 milliards de dinars, contre 2,9 milliards prévus initialement par la LF 2022

et contre 3,3 milliards de dinars en 2021 (soit une augmentation de 129%). Cette hausse colossale du budget alloué à la compensation énergétique s'explique principalement par la hausse du prix du baril de pétrole, la dépréciation du dinar vis-à-vis du dollar ainsi que par la suspension du mécanisme d'ajustement des prix du carburant qui a été activé, seulement, 4 fois au cours de l'année écoulée.

Ce sont les plus riches qui en profitent le plus

Aujourd'hui, le gouvernement est appelé à mettre le pied à l'étrier et accélérer cette réforme puisqu'il s'agit d'une condition incontournable au débloqué du dossier tunisien auprès du FMI. "Il faut accélérer l'activation de cette réforme qui est la plus importante, parce que les dépenses de compensation des hydrocarbures sont les dépenses qui pèsent le plus sur le budget de l'Etat. Cette réforme est incontournable, car elle coûte cher à l'économie. La subvention bénéficie aux couches sociales aisées qui ne sont pas censées en profiter", a souligné Ferid Belhaj, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, sur les ondes d'une radio privée.

La réforme de la compensation est, non seulement, défendue par les bailleurs de fonds mais aussi par plusieurs économistes et acteurs économiques qui plaident en faveur de l'efficacité économique: la sup-

pression de la subvention met un terme à la distorsion de l'affectation des ressources et à la surconsommation. Une note de l'Itceq qui date de 2017 explique, en ce sens, que "le système de subvention mis en place aujourd'hui favorise ceux qui consomment le plus. Ce sont les plus riches, les industries, les hôtels... etc qui profitent le plus du système". La répartition des bénéficiaires de la subvention énergétique par niveau de vie en est la preuve. En effet, les ménages aux revenus les plus bas bénéficient de 13% des subventions alors que les ménages aux revenus les plus élevés s'en accaparent à hauteur de 29%.

Indemniser les plus pauvres

Les diverses expériences à travers le monde ont révélé que l'acceptation sociale demeure le point le plus difficile de cette réforme qui ne sera pas sans conséquences sur les ménages. Les résultats d'une simulation, effectuée par l'Itceq en 2017, ont fait ressortir que la suppression totale de la subvention énergétique augmente significativement la pauvreté. Les classes pauvre et moyenne inférieure seraient, dans ce cas, les plus lésées par cette décision. C'est pourquoi l'approche de la progressivité est indispensable. L'étude recommande, en ce sens, d'adopter une politique d'élimination de subvention énergétique gradualiste qui doit être accompagnée d'une réduction ou d'une utilisation de la consommation

d'électricité. Abondant dans ce même sens, l'économiste Fethi Nouri estime que si la suppression de la subvention des hydrocarbures s'avère aujourd'hui incontournable pour atteindre l'efficacité économique, il est, cependant, indispensable de mettre en place "un bouclier énergétique" surtout dans une conjoncture de crise d'inflation. D'après l'économiste, les ménages et les entreprises qui subissent de plein fouet les conséquences des chocs exogènes ont besoin de subventions occasionnelles qui peuvent être distribuées sous forme de transferts monétaires directs au profit des ménages qui en ont le plus besoin. D'ailleurs, les diverses expériences dans le monde font ressortir l'importance de l'instauration de mesures d'atténuation qui devraient accompagner la suppression progressive de la subvention. "Toutes les études soulignent le fait que les subventions générales des prix sont régressives et renforcent la perception d'un droit acquis à cette subvention, qui doit être pris en compte dans la réforme. En d'autres termes, les subventions générales au prix se traduisent par une augmentation des revenus des catégories sociales les plus riches proportionnellement plus importante que pour les catégories les plus pauvres, puisque les plus riches consomment davantage du bien subventionné.

ZLECAF

Une réduction significative des mesures non tarifaires permettrait à l'Afrique de gagner 20 milliards \$/an

Trade Law Centre souligne que les mesures non tarifaires constituent le principal obstacle au développement du commerce intra-africain, en raison notamment des coûts élevés d'attente aux frontières et de mise en conformité.

Une réduction significative des mesures non tarifaires dans le cadre de la zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) pourrait permettre aux pays du continent de gagner environ 20 milliards de dollars en moyenne par an, selon un rapport publié le 24 février dernier par Trade Law Centre (Tralac), une organisation d'utilité publique basée en Afrique du Sud. Le rapport précise que les mesures non tarifaires sont définies comme étant des « mesures de politique générale autres que les droits de douane ordinaires, qui peuvent avoir une incidence économique sur le commerce international des marchandises, en modifiant les quantités échangées ou les prix, ou bien les deux ». Il s'agit, entre autres, de l'inspection avant expédition, des restrictions sur les services après-vente et la distribution, des subventions et autres formes de soutien, des règles d'origine, des restrictions concernant les marchés publics, et des mesures sanitaires et phytosanitaires. Créé en 2002 avec le soutien financier du Secrétariat d'État suisse à l'économie (SECO) pour développer une expertise technique et des capacités en matière de gouvernance commerciale en Afrique, Trade Law Centre souligne que les mesures non tarifaires constituent le principal obstacle au développement du commerce

intra-africain, en raison notamment des très coûts élevés d'attente aux frontières et de mise en conformité.

En 2014, l'Union africaine (UA) avait déjà constaté que l'expédition d'une voiture du Japon à Abidjan (Côte d'Ivoire) coûtait 1500 dollars tandis que l'expédition du même véhicule d'Abidjan à Addis-Abeba (Éthiopie) coûtait 5000 dollars. Deux ans plus tard, il a été constaté qu'il était moins cher d'acheter des fruits de la passion en Chine, les transporter par voie maritime au Kenya, puis les mettre en bouteille et les vendre sur le marché kényan que de les acheter directement chez le voisin ougandais !

Le temps d'attente aux frontières coûte cher

Trade Law Centre révèle dans ce cadre qu'une étude réalisée dans les quatre principaux corridors transfrontaliers dans la région de l'Afrique de l'Est et australe, en l'occurrence le corridor Nord-Sud, le corridor de Walvis Bay, le corridor du Mozambique et le corridor de Dar es Salaam, a montré que les longs délais d'attente aux frontières étaient dus à des problèmes d'infrastructures à hauteur de 25% et à une mauvaise facilitation du commerce à concurrence de 75%. Cette étude, qui se base sur des rapports hebdomadaires relatifs au temps d'attente des véhicules poids lourds transportant

des marchandises au niveau des postes-frontières entre le 1er octobre 2022 et le 15 janvier 2023, a été élaborée sous les auspices de plusieurs organismes, dont l'Organisation mondiale des douanes et la Fédération des associations de transport routier d'Afrique orientale et Australe (FE-SARTA). Il en ressort que le coût hebdomadaire du temps d'attente sur ces corridors transfrontaliers par lesquels passent quelque 55 797 poids lourds en moyenne chaque semaine peut atteindre 1,06 million de dollars sur la base d'un coût horaire de 20 dollars.

Le rapport indique par ailleurs que la Zlecaf a le potentiel d'augmenter les revenus des pays africains de 7 % d'ici 2035 et de sortir 40 millions de personnes de l'extrême pauvreté grâce à l'accélération du commerce intra-régional. Il rappelle également que la Banque mondiale estime que la réduction des barrières non tarifaires et l'amélioration des mesures de facilitation du commerce représenteront environ deux tiers des 450 milliards de dollars de des revenus potentiels escomptés d'ici 2035 grâce à la mise en place de la Zlecaf. Ces revenus supplémentaires ne pourront cependant être atteints que grâce à une importante réduction du temps d'attente aux frontières et des coûts de mise en conformité.

AFRIQUE DU SUD

Le taux de chômage poursuit sa décline au 4e trimestre 2022, à 32,7 %

Après avoir atteint un record de 35,3% au plus fort de la pandémie du coronavirus qui a frappé de plein fouet l'Afrique du Sud, la courbe du chômage a poursuivi sa tendance baissière pour le quatrième trimestre consécutif.

Le taux de chômage s'est établi à 32,7% de la population active en Afrique du Sud au quatrième trimestre 2022, contre 32,9% au trimestre précédent, selon des données publiées ce mardi 28 février l'agence sud-africaine de statistiques (Stats SA).

Après les baisses enregistrées au premier trimestre (- 0,8 point), au deuxième trimestre (- 0,6 point) et au troisième trimestre (- 1 point), le taux de chômage poursuit ainsi sa décline pour le quatrième trimestre consécutif dans le pays le

plus industrialisé du continent.

Durement frappé par la Covid-19, le pays avait connu une hausse continue du chômage entre juillet 2020 et décembre 2021. Le taux de chômage officiel avait atteint un niveau record de 35,3 % au quatrième trimestre de 2021, durant lequel le variant Omicron s'est largement propagé dans le pays.

En Afrique du Sud, seules les personnes qui cherchent activement un emploi sont considérées comme des chômeurs, selon la définition retenue par Stats SA. Les « actifs découragés », la formule désignant les chômeurs qui ont renoncé à rechercher un emploi, ne sont pas pris en considération. Si l'on prend en considération ces actifs découragés, le taux de chômage monte à 42,6 % au quatrième trimestre de l'année écoulée, contre 43,1 % au troisième trimes-

NIGERIA

La croissance économique a atteint 3,52% au 4e trimestre 2022

De graves inondations ont pesé sur les performances du secteur agricole alors que les vols de brut ont fait chuter la production de pétrole à 1,34 million de barils en moyenne par jour au quatrième trimestre 2022 contre 1,50 million de barils durant la même période de 2021.

La croissance de l'économie nigérienne s'est limitée à 3,52 % en glissement annuel au quatrième trimestre 2022 contre 3,98 % durant la même période de 2021, en raison des inondations qui ont détruit de nombreuses exploitations agricoles et du recul de la production pétrolière, a annoncé l'Office national des statistiques (NBS) dans un rapport publié mercredi 22 février.

« Bien que le secteur de l'agriculture ait progressé, ses performances ont été considérablement réduites par les inondations survenues dans le pays », a-t-on précisé de même source.

L'Office a également indiqué que la hausse des coûts de production engendrée par l'envolée des prix du diesel a pesé sur l'activité industrielle, qui s'est contractée de 0,94% en comparaison avec le quatrième trimestre 2021.

Entre le 1er octobre et le 31 décembre de l'année écoulée, le secteur pétrolier s'est contracté de 13,38 % en glissement annuel. La production de pétrole a chuté à une moyenne quotidienne de 1,34 million de barils par jour au quatrième trimestre 2022, contre 1,50 million de barils par jour au même trimestre de 2021.

L'Office national des statistiques a d'autre part souligné que la croissance de l'économie nigérienne au dernier trimestre 2022 marque la neuvième évolution trimestrielle positive consécutive du PIB de ce pays d'Afrique de l'Ouest, indiquant que la croissance économique sur l'ensemble de l'année écoulée s'est établie à 3,1%.

En 2020, le Nigeria avait enregistré une profonde récession due aux chocs combinés de la Covid-19 et de la baisse des recettes pétrolières. Cette année-là, le PIB du pays avait plongé de près de 8 % au deuxième trimestre. Mais la croissance économique a commencé à remonter progressivement à partir du quatrième trimestre 2020.

TOGO

GTA Assurances fait un don de plusieurs blocs sanitaires entièrement équipés à deux établissements scolaires dans la préfecture des Lacs

GTA ASSURANCES, filiale du groupe panafricain Banque Centrale Populaire (BCP), a fait un don de plusieurs blocs sanitaires entièrement équipés aux écoles primaires publiques d'AKLAKOU et de ZALIVE, deux localités de la préfecture des Lacs afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des élèves et au renforcement de leur bien-être.

Cette donation s'inscrit dans le cadre d'une convention de partenariat tripartite signée au mois de novembre 2022, entre la compagnie d'assurance, le Ministère en charge des enseignements primaires, secondaires, techniques et de l'artisanat, et le Comité Villageois de Développement (CVD) des lacs. La cérémonie de remise officielle s'est déroulée le 20 janvier 2023, en présence de MM. Daté Benissan TETEVI, Préfet des Lacs, Coffi Alexis AQUEREBURU, Maire de la Commune LACS 1, Jean Marie Koffi E. TESSI, Directeur Général de GTA ASSURANCES et de plusieurs autorités administratives et coutumières, ainsi que des membres des deux communautés villageoises.

Les blocs comprennent plusieurs appareils sanitaires et profiteront à plus de sept-cent (700) élèves issus de zones rurales défavorisées. Ainsi, GTA ASSURANCES se distingue par son engagement en faveur de l'éducation, la santé et l'égalité des chances offrant aux enfants une meilleure opportunité de réussir.

Fidèle à ses valeurs, GTA ASSURANCES investit quatre axes d'intervention (Social, Entrepreneuriat, Environnement et Culture) pour soutenir le développement de projets à fort impact social.

BANQUE

Société Générale prévoit une nouvelle dévaluation de la livre égyptienne

Lors que le pays le plus peuplé du monde arabe enregistre une forte pénurie de devises étrangères et une hausse du déficit de sa balance courante, les analystes du groupe bancaire français estiment qu'une nouvelle dévaluation de la livre semble inéluctable.

L'Égypte devrait dévaluer à nouveau sa monnaie sur le court terme pour réduire le déficit de sa balance courante et lutter contre la pénurie de devises étrangères sur le marché, a estimé le groupe bancaire français Société Générale dans un rapport publié vendredi 24 février.

« Très endettée, l'Égypte aura besoin d'une monnaie moins chère dans un avenir pas trop lointain, car le déficit de sa balance courante et la pénurie de dollars sont considérables », ont déclaré les analystes de Société Générale, Phoenix Kalen et Gergely Urmosy, estimant que la livre égyptienne pourrait terminer le premier trimestre de l'année en cours 10% en dessous de ses

niveaux actuels.

Les analystes ont également fait remarquer que la livre égyptienne n'a pas encore atteint son « nouvel équilibre à court terme », malgré trois dévaluations successives qui l'ont fait chuter de 50 % par rapport au dollar américain durant l'année écoulée.

Ils ont d'autre part noté que « l'absence d'actions résolument Hawkish [politique monétaire restrictive, Ndlr] de la part de la Banque centrale égyptienne soulève des questions quant à la crédibilité de son engagement à respecter son mandat de ciblage de l'inflation ».

L'Égypte, dont l'économie subit de plein fouet les contrecoups du conflit russo-ukrainien, fait face à des factures d'importation de produits alimentaires et de carburant plus élevées qui ont érodé ses réserves de change et engendré une forte pénurie de devises sur le marché.

Les besoins de financement extérieurs du pays le plus peuplé du monde arabe pour

les exercices 2023 et 2024 devraient atteindre respectivement 19 milliards de dollars et 22,5 milliards de dollars, selon un rapport publié en décembre dernier par l'agence de notation Fitch Ratings.

Le Caire, dont la dette extérieure a atteint environ 39 milliards de dollars, s'efforce de débloquer les décaissements par tranches d'un plan d'aide de 3 milliards de dollars qui a fait l'objet d'un accord préliminaire conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) en octobre dernier, en lançant un programme de réformes économiques portant notamment sur le désengagement de l'Etat de plusieurs secteurs productifs au profit des investisseurs privés locaux et étrangers, le passage à un régime de change flexible et l'assainissement budgétaire pour placer la dette publique sur une courbe descendante.

Les Enjeux
Eco

Publicité

Appelez le

06 98 16 55 54

CHINE

L'activité manufacturière a bondi en février

Après la levée des restrictions anti-Covid, la reprise chinoise dépasse les anticipations des analystes financiers.

L'activité manufacturière en Chine a connu en février sa plus belle embellie mensuelle depuis une décennie, les usines reprenant progressivement leur cadence habituelle avec la fin des restrictions anti-Covid, selon des chiffres officiels publiés mercredi.

L'indice des directeurs d'achat, le PMI, reflet de la santé du monde industriel, s'est établi en janvier à 52,6 points contre 50,1 un mois plus tôt, a annoncé le Bureau national des statistiques (BNS). Un chiffre supérieur à 50 témoigne d'une expansion de l'activité et, en deçà, il traduit une contraction. Il n'avait plus été aussi élevé depuis 2012. Des analystes interrogés par l'agence d'information économique Bloomberg tablaient également sur une progression, mais bien moins marquée (50,6).

Augmentation de la demande La Chine a été touchée en dé-

tembre-janvier par une forte vague de Covid-19 après l'arrêt soudain des tests PCR jadis quasi-obligatoires et des restrictions aux déplacements. Mais la baisse du nombre de malades, couplée au retour des Chinois au travail après la traditionnelle période de ralentissement économique au sortir des fêtes du Nouvel an lunaire, a stimulé l'activité en février. «Avec l'atténuation de l'effet des vacances (...) et des répercussions de l'épidémie, la reprise de production des entreprises manufacturières s'est accélérée et la demande a continué de grimper», s'est félicité Zhao Qinghe, statisticien du BNS.

Une tendance confirmée par

l'indice PMI indépendant publié mercredi par le cabinet IHS Markit pour le groupe de médias Caixin. Il s'est établi à 51,6 points en février, contre 49,2 points le mois précédent. Selon l'étude, l'emploi a progressé, la pression sur les chaînes d'approvisionnement s'est relâchée et les délais de livraison se sont améliorés comme jamais depuis huit ans. «Le retour à une situation plus normale pour les commerces et l'augmentation attendue de la demande des clients font que la confiance des entreprises pour l'année à venir atteint son plus haut niveau depuis 23 mois», souligne-t-elle. L'enquête Caixin-Markit, qui

sonde principalement les PME, est réputée dresser un tableau plus fidèle de la conjoncture générale, alors que le chiffre officiel du BNS se concentre sur les grandes entreprises publiques. D'autres indices plus globaux sur la santé économique de la Chine devraient être révélés dimanche lors de l'ouverture à Pékin de la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire (ANP), le Parlement chinois. Le Premier ministre Li Keqiang présentera dans un discours le dernier rapport gouvernemental de son mandat et y détaillera les principaux objectifs économiques de l'année.

FRANCE/RENOUVELABLES

Bénéfice net en hausse pour Neoen qui veut entrer dans la cour des grands

Le producteur français d'énergies renouvelables Neoen a enregistré un bénéfice net en hausse de 10% en 2022, porté par une demande «d'électricité verte renforcée» qui lui permet d'annoncer un objectif de 20 gigawatts (GW) installés ou en construction d'ici 2030. «Avec de telles perspectives, on peut affirmer que Neoen est en train de prendre sa place parmi les grands énergéticiens mondiaux. On est une société qui compte désormais en dizaines de gigawatts», a affirmé mercredi son PDG Xavier Barbaro lors d'une présentation à des journalistes. En 2021, la société aujourd'hui valorisée à environ quatre milliards d'euros avait annoncé un objectif de 10 GW en opération ou en construction. Avec un portefeuille «sécurisé» de 7,4 GW actuellement, Neoen a «démontré sa capacité à exécuter cette feuille de route», selon Xavier Barbaro, qui rappelle l'accélération des contrats avec des entreprises et distri-

buteurs privés mais aussi avec le secteur public dans différents pays. «Les fondamentaux soutenant la demande d'électricité dans le monde et plus encore la demande d'électricité verte n'ont pas changé, ils se sont même encore renforcés», explique le PDG, dans un contexte de crise énergétique qui a bénéficié aux renouvelables, notamment en France.

Une diversification à prévoir ?

Le chiffre d'affaires de Neoen a ainsi augmenté de 51% en 2022, à 503,2 millions d'euros, porté par un quatrième trimestre particulièrement dynamique. Son bénéfice brut d'exploitation (Ebitda) a progressé de 38% à 414 millions d'euros et le groupe prévoit de dépasser les 600 millions à horizon 2025. Le bénéfice net s'est élevé à 45,2 millions d'euros. D'ici là, se spécialiste du photovoltaïque et de l'éolien terrestre, prévoit aussi «d'intensifier ses investissements», notamment

dans le stockage, «un moyen de continuer à se différencier» des autres producteurs dans des pays comme l'Allemagne, qui dispose déjà d'un parc de production conséquent. Xavier Barbaro a aussi été interrogé mercredi sur l'impact de la loi d'accélération des énergies renouvelables adoptée début février sur Horizoo, le plus grand projet de parc photovoltaïque de France prévu en Gironde malgré une forte opposition locale et développé avec Engie. Le PDG a indiqué qu'il restait «douze mois pour présenter les projets déjà dans les tuyaux» avant que «l'interdiction des projets de plus de 25 hectares en forêt ne soit mise en œuvre». «Si ce projet ne se fait pas, rien de catastrophique pour Neoen», a-t-il précisé, ajoutant que la France faisait «parfois des choses qui ne lui rendent pas service», dans une allusion aux restrictions administratives pour les projets d'énergies renouvelables.

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les dépôts de brevets internationaux en légère hausse en 2022

Le nombre de brevets internationaux déposés l'an dernier n'a que légèrement augmenté, le climat de l'innovation se faisant le reflet de conditions économiques difficiles, a indiqué l'ONU mardi. Un nombre record de 278.100 brevets ont été déposés l'année dernière, en hausse de 0,3%, a indiqué l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) dans son bilan annuel. La domination de l'Asie s'est poursuivie l'année dernière, représentant 54,7% des demandes internationales de brevet, a souligné l'organisation onusienne. La Chine se place en tête des dépôts de demandes de brevet devant les États-Unis et le Japon dans le cadre du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) de l'OMPI. Les entreprises chinoises ont déposé 70.105 demandes de brevet, suivies des États-Unis (59.056), du Japon (50.345), de la Corée

du Sud (22.012) et de l'Allemagne (17.530). La France, le Royaume-Uni, la Suisse, la Suède et les Pays-Bas complètent le top 10. L'Inde affiche une croissance spectaculaire du nombre de dépôts de brevets (+25,4%). «Les dépôts internationaux de demandes de titres de propriété intellectuelle se sont largement maintenus en 2022», rappelle Daren Tang, le directeur général de l'OMPI, se réjouissant que «malgré des conditions économiques difficiles et une baisse du financement du risque, les entreprises ont continué d'investir dans l'innovation». Les technologies informatiques ont représenté la plus grande part des demandes. Le géant chinois de la technologie Huawei reste le premier déposant avec 7689 demandes de brevets, devant son rival sud-coréen Samsung avec 4387, qui a

grimpé à la deuxième place avec une augmentation de 44,3% des demandes. Ils devancent l'américain Qualcomm (3855), le japonais Mitsubishi Electric (2320) et l'équipementier télécom suédois Ericsson (2158). Par secteur, les technologies informatiques ont représenté la plus grande part des demandes, avec 10,4% du total, suivies des communications numériques (9,4%), des machines électriques (7,1%), des technologies médicales (7%) et des techniques de mesure (4,6%). Le secteur des communications numériques et celui des technologies ont bondi de plus de 8%, soit le taux de croissance le plus rapide. Ils sont talonnés par les semi-conducteurs (+6,8%), la biotechnologie (+6,7%) et les machines électriques (+6,1%). Le numérique a repris le devant sur les technologies liées à la santé.

TOURISME

Des recettes «record» pour la France, au coude-à-coude avec l'Espagne

La France a engrangé des recettes «record» en 2022 grâce au tourisme international, frôlant les 58 milliards d'euros, mais si elle dépasse son niveau d'avant-pandémie elle reste encore au coude-à-coude avec sa grande rivale, l'Espagne. «La France renforce son attractivité en termes touristiques : il y a un retour des touristes internationaux qui ont dépensé davantage dans l'Hexagone», s'est félicitée auprès de l'AFP la ministre du Tourisme Olivia Grégoire.

«À fin décembre 2022, les recettes du tourisme international en France sont en hausse de 1,2 milliard d'euros par rapport à leur niveau de 2019», selon une note de conjoncture publiée par l'agence Atout France, chargée de la promotion du tourisme français à l'étranger. Un résultat qui s'explique «par le retour des clientèles européennes et des Américains» mais aussi par les hausses de prix, ce «qui augmente mécaniquement les recettes en valeur», selon Atout France.

Parmi les clientèles étrangères qui ont le plus dépensé en France en 2022 figurent les ressortissants de trois pays frontaliers : la Belgique avec 7,3 milliards d'euros, l'Allemagne avec 6,5 milliards et le Royaume-Uni avec 6,2 milliards. Les États-Unis se classent à la 5e place avec 5,6 milliards d'euros de dépenses cumulées en 2022. Sur le plan des recettes issues du tourisme international, la France reste devancée par l'Espagne, qui retrouve en 2022 la première place européenne puisque Madrid avait déjà atteint 64,8 milliards d'euros à la fin du mois de novembre.

C'est une vieille bataille de podium entre les deux pays : la France s'enorgueillit d'être la première destination mondiale devant l'Espagne en termes de recettes internationales. Selon Exceltur, l'organisation patronale espagnole du secteur, l'affluence des étrangers a baissé de 14,6% mais leurs dépenses n'ont, elles, reculé que de 3,8% de janvier à novembre, grâce à des séjours plus longs et axés sur des produits touristiques plus luxueux.

Objectif : augmenter la qualité de l'offre touristique

«Tout l'enjeu pour la France est de renforcer l'offre touristique au plan qualitatif pour qu'on parvienne à ce que le budget de dépense augmente sans perdre en quantité de touristes», analyse Olivia Grégoire. «Il faut répondre aux nouvelles attentes des touristes : le tourisme durable, le tourisme des quatre saisons en montagne, le tourisme de savoir-faire...», ajoute-t-elle et «ce qui montre qu'on est sur le bon chemin c'est que la recette moyenne par nuitée, le Revpar, augmente de 7% en 2022 par rapport à 2019».

Faut-il à tout prix tenter de dépasser l'Espagne en matière de recettes internationales ? «Je ne suis pas sûr que ce soit souhaitable», estime Didier Arino, directeur général du cabinet Pro-tourisme. «Notre destination a un bel équilibre entre la fréquentation domestique et la fréquentation étrangère», souligne-t-il auprès de l'AFP. «L'Espagne est beaucoup trop dépendante des clientèles étrangères. Ce qui fait d'ailleurs que l'Espagne, comme la Grèce, a été encore plus fortement pénalisée pendant le Covid», selon lui.

«Le vrai défi pour nous est plus d'avoir un lissage de cette fréquentation touristique, d'avoir une meilleure répartition de cette clientèle étrangère sur nos différents territoires et avoir une moins forte concentration sur certains spots (lieux, NDLR) touristiques», estime Didier Arino. «On doit démontrer qu'on peut aussi bien partir en vacances en Auvergne, en Bourgogne, en Franche-Comté que sur la French Riviera» selon Mme Grégoire qui travaille sur des «parcours qui correspondent aux attentes des touristes internationaux pour qu'on soit en mesure de les accueillir avec un même niveau de qualité dans chacune des régions», avec des «circuits clé en main qui leur permettent de découvrir le tourisme patrimonial».

Pour 2023, la France, comme le reste du monde, attend avec impatience le retour des touristes asiatiques qui ont fait défaut en 2022 (-31% par rapport à 2019). Et l'Hexagone devrait bénéficier d'un autre atout touristique pour le second semestre que n'aura pas l'Espagne : la Coupe du monde de rugby.

BOURSE

Rebond en Europe avec les PMI chinois et les résultats de sociétés

Les principales Bourses européennes évoluent en hausse mercredi dans les premiers échanges pour la première séance du mois de mars, tirées par une amélioration de l'activité manufacturière en Chine et de solides résultats d'entreprises en Europe.

JAPON

La Bourse de Tokyo en repli derrière Wall Street

La Bourse de Tokyo évoluait en légère baisse mercredi 28 février dans la matinée, emboîtant le pas aux marchés en Europe et aux États-Unis qui se sont repliés la veille dans un climat crispé face aux risques de resserrement monétaire. L'indice vedette Nikkei lâchait 0,27% à 27.372,01 points vers 01H00 GMT, et l'indice élargi Topix cédait 0,20% à 1.989,23 points. «Le marché japonais devrait connaître un début de séance morose en raison de la faiblesse des actions américaines» mardi, a commenté Toshiyuki Kanayama dans une note de Monex. Semi-conducteurs: certaines valeurs du domaine des semi-conducteurs étaient en hausse après une légère progression la veille de l'indice des semi-conducteurs de Philadelphie: Advantest progressait de 1,29% à 10.950 yens, Tokyo Electron de 0,32% à 46.860 yens et Screen Holdings de 0,55% à 10.930 yens. Du côté des devises et du pétrole Le yen baissait face au dollar, qui valait 136,39 yens vers 01H00 GMT contre 136,17 yens mardi à 21H00 GMT. La devise japonaise reflétait également par rapport à l'euro, qui se négociait pour 144,13 yens contre 144,01 yens la veille. Un euro s'échangeait par ailleurs pour 1,0568 dollar contre 1,0576 dollar mardi. Le marché du pétrole reculait: vers 00H50 GMT le baril de WTI américain perdait 0,64% à 76,56 dollars.

FRANCE

Le titre BNP Paribas recule après la mise en vente par la Belgique de 2,7% du capital

Le titre BNP Paribas BNPP.PA reculait de 3,8% à 66,15 euros à 08h40 GMT mercredi à la Bourse de Paris, au lendemain de l'annonce par la Belgique du lancement de la vente du tiers du capital qu'elle détient dans la banque française. En se basant sur la valeur boursière de la banque, l'opération, dont le montant n'a pas été précisé, pourrait rapporter deux milliards d'euros à l'Etat belge. Cette cession, effectuée par la constitution accélérée d'un livre d'ordres auprès d'investisseurs qualifiés, ramènera la participation de l'Etat belge de 7,8% à environ 5,1% du capital, a précisé l'agence des participations de l'Etat belge (SFPI) dans un communiqué. BNP Paribas n'a pas fait de commentaire dans l'immédiat.

HONG KONG

La Bourse bondit de plus de 3% dans la matinée

La Bourse de Hong Kong a progressé de plus de 3% mercredi au cours de la séance du matin, les traders ayant accueilli favorablement des données relatives à l'économie chinoise qui laissaient entrevoir une reprise après la levée des mesures anti-Covid. L'indice Hang Seng a grimpé de 3,19%, soit 631,08 points, pour atteindre 20.417,02. A Shanghai, l'indice composite prenait 0,47% à 3.279,14 points, tandis que la place de Shenzhen était quasiment à l'équilibre, gagnant 0,07% à 2.142,16 points.

À Paris, le CAC 40 .FCHI prend 0,27% à 7.287,60 points vers 08h30 GMT. À Londres, le FTSE 100 .FTSE avance de 0,52% grâce aux valeurs minières. À Francfort, le Dax .GDAXI s'octroie 0,27%. L'indice EuroStoxx 50 .STOXX50E progresse de 0,31%, le FTSEurofirst 300 .FTEU3 de 0,32% et le Stoxx 600 .STOXX de 0,11%. Les contrats à terme sur les principaux indices américains préfigurent également un rebond à Wall Street avec une hausse de 0,19% pour le Dow Jones .DJI, de 0,16% pour le Standard & Poor's 500 .SPX et de 0,23% pour le Nasdaq .IXIC.

La séance du jour est animée en partie par les indices manufacturiers. En Chine, l'activité manufacturière a progressé en février à un pic depuis avril 2012, avec un indice à 52,6 après 50,1 en janvier, selon les données officielles publiées mercredi.

Les investisseurs attendent désormais à

CAC 40

Positions prudentes avant une série de statistiques

La Bourse de Paris devrait ouvrir sans grand changement mercredi matin en attendant toute une flopée de statistiques économiques, dont de nouveaux chiffres concernant l'inflation.

Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - livraison mars - avance de 10,5 points à 7287,5 points, annonçant un début de séance autour de l'équilibre, voire en très légère progression.

Les investisseurs semblent vouloir adopter des positions prudentes avant la publication des nombreux indicateurs susceptibles d'influencer les prochaines décisions de politique monétaire.

Cette première journée du mois de mars s'annonce chargée en statistiques, avec notamment la première estimation de l'indice des prix à la consommation en Allemagne au titre du mois de février.

Ces chiffres seront particulièrement suivis alors que la récente accélération de l'inflation dans des pays comme les États-Unis ou la France a inquiété les marchés quant au calendrier du resserrement monétaire.

Les intervenants seront par ailleurs très attentifs à l'indice ISM manufacturier américain, qui sera publié dans l'après-midi, ainsi qu'aux PMI manufacturiers en Europe, attendus dans le courant de la matinée.

Les nouvelles en provenance de Chine ont, en tout cas, de quoi rassurer les investisseurs, puisque l'activité manufacturière dans le pays a signé un deuxième mois consécutif d'expansion en février.

L'indice des directeurs d'achat (IDA) du secteur manufacturier s'est établi à 52,6 le mois dernier, contre 50,1 en janvier, a déclaré mercredi le Bureau d'Etat des statistiques (BES) dans un communiqué.

partir de 08h50 GMT les chiffres de l'activité manufacturière en Europe et aux États-Unis, qui pourraient fournir des indications sur l'évolution de la conjoncture.

La tendance positive reste cependant prudente en raison des craintes sur l'inflation alors que les chiffres des prix à la consommation en Allemagne seront connus à 13h00 GMT. Les données publiées la veille ont montré une accélération inattendue de l'inflation en France (+7,2% sur un an) et en Espagne (+6,1% sur un an), un nouveau casse-tête pour la Banque centrale européenne (BCE) qui pourrait être contrainte de durcir son resserrement monétaire.

Les marchés tablent désormais sur une augmentation des taux de la BCE de 150 points de base supplémentaires d'ici la fin de l'année, ce qui porterait le taux de dépôt à 4%. En Bourse, sur le plan sectoriel, les ressources de base .SXPP (3,05%), en tête du Stoxx 600, profitent des données sur les PMI chinois. Dans les valeurs individuelles, plusieurs pu-

blications d'entreprises animent également les échanges, à commencer par Atos ATOS.PA qui bondit de 10,04% à la faveur d'un retour à la croissance de son chiffre d'affaires en 2022.

BNP Paribas BNPP.PA recule de 2,99% après l'annonce de la sortie de l'Etat belge de son capital, tandis que le groupe de mode SMCP SMCP.PA prend 6,28% avec le lancement du processus de vente d'une participation d'AlixPartners à son capital.

Ailleurs en Europe, Puma PUMG.DE recule de 2,02%, le groupe allemand ayant annoncé s'attendre à une quasi stabilité de son bénéfice d'exploitation cette année. Beiersdorf BEIG.DE cède 1,11%, le fabricant de la crème Nivea prévoyant un ralentissement de la croissance organique de ses ventes cette année.

Le constructeur britannique de logements Persimmon PSN.L plonge de 8,36% après un avertissement sur ses résultats annuels.

D'après le BES, la production des usines est revenue à la normale à un rythme plus rapide que prévu le mois dernier, indiquant une amélioration continue du climat économique.

La batterie de statistiques attendues aujourd'hui devrait alimenter le débat sur la remontée des taux de la Réserve fédérale et de la BCE, avec pour conséquence la hausse du dollar et des rendements obligataires.

Sur le marché obligataire, les rendements européens à long terme repartent néanmoins à la baisse après avoir testé hier de nouveaux plus hauts pluriannuels.

Le rendement du Bund allemand à 10 ans, véritable référence en Europe, revient à 2,64% après une poussée de fièvre qui l'avait porté à 2,71% hier. Outre-Atlantique, le rendement des Treasuries à 10 ans se détend en direction de 3,91%, après un pic à plus de 3,97% hier, les derniers indicateurs américains ayant renforcé la perspective d'une récession, et donc d'une pause dans le cycle des hausses de taux de la Fed.

'Si l'économie américaine commence à s'affaiblir, cela devrait réduire la pression sur les rendements obligataires et affaiblir le dollar américain', rappelle Steven Bell, économiste en chef de Columbia Threadneedle.

Un reflux des taux constituerait évidemment un élément porteur pour les marchés d'actions face aux incertitudes qui entourent actuellement l'évolution de la conjoncture.

D'un point de vue technique, la bonne résistance du CAC 40 - qui reste toujours proche du seuil des 7300 points - a l'avantage de placer l'indice dans une position favorable en vue d'inscrire de nouveaux plus hauts.

EN RENONÇANT À RACHETER ALLFUNDS

L'opérateur boursier Euronext soulage le marché

L'opérateur de la Bourse de Paris a décidé de retirer son offre indicative pour racheter cette société espagnole spécialisée dans la distribution de fonds.

Euronext préfère arrêter les frais plutôt que de surpayer. L'opérateur boursier paneuropéen, qui gère les Bourses de Paris, Milan, Oslo, Bruxelles, Lisbonne, Amsterdam et Dublin, avait indiqué la semaine dernière avoir soumis une offre indicative au conseil d'administration d'Allfunds, société espagnole spécialisée dans la distribution de fonds d'investissements.

Selon Allfunds, cette offre avait été soumise sur la base d'un prix de 8,75 euros par action, ce qui se serait traduit par un montant total de 5,52 milliards d'euros (en valeur des fonds propres). Euronext, comme les autres grands opérateurs boursiers, est à l'affût de cibles pour participer à la consolidation de son secteur, qui est avant tout une industrie de coûts fixes, permettant d'importantes économies d'échelle et donc des synergies.

Une offre "inadéquate"

Mais le groupe ne peut se permettre de surpayer ses acquisitions. Dans un très bref communiqué publié ce mercredi, l'opérateur boursier a annoncé avoir informé le conseil d'administration d'Allfunds qu'il retirait son offre portant sur 100% du capital de la société espagnole. Le groupe paneuropéen n'a pas davantage fait de commentaire. Mais Allfunds dans son propre communiqué précise que la proposition d'Euronext était "inadéquate", donc probablement pas assez élevée.

A la Bourse de Paris, les investisseurs respirent, l'action Euronext prenant 5,2% vers 9h45, l'une des plus fortes hausses du SBF 120.

Le marché n'avait guère apprécié l'appétit de l'entreprise pour Allfunds, eu égard à la taille de l'opération à une potentielle dilution, l'offre indicative d'Euronext incluant, selon Allfunds une potentielle augmentation de capital pour offrir une composante en titres. L'action avait perdu plus de 11% en deux séances à la suite des an-

nonces d'Euronext.

Un manque de rationnel stratégique ?

Jefferies souligne dans une note que les investisseurs "ont, à juste titre selon nous, soutenu la direction d'Euronext dans sa volonté d'entreprendre des fusions et acquisitions, compte tenu de son expérience réussie en matière d'intégration des opérations et de la réalisation régulière de synergies de coûts".

Or l'offre indicative pour Allfunds "ne partageait pas, à première vue, les nombreuses caractéristiques qui ont contribué à cette réputation, laissant les investisseurs s'interroger sur la logique stratégique de l'opération", pointe la banque.

"Il existe encore un certain nombre d'opérations potentiellement transformatrices qu'Euronext pourrait poursuivre - dès qu'elles seront disponibles - et qui seraient susceptibles de recevoir une forte approbation des actionnaires", juge néanmoins Jefferies.

MWC 2023

ARM y croit, Windows On ARM est prêt pour le gaming

Le concepteur de puces ARM est présent au Mobile World Congress 2023, et met l'accent sur un aspect étonnant : le gaming sur Windows 11 On ARM. Une plate-forme qui a pourtant du mal à convaincre.

Le Mobile World Congress 2023 est aussi (et surtout) un salon professionnel. On s'attendait donc à ce que le concepteur de puces ARM tourne son attention vers ses partenaires OEM, et pourtant, surprise : bien présente sur son gigantesque stand, à la vue de tous, une station dédiée au gaming.

Sur celle-ci, on voit des visages familiers. Le Lenovo Thinkpad X13s notamment, qui fait tourner Dirt 3 en toute fluidité. Un jeu de 2011, certes, mais tout de même gourmand à son époque et supporté par un grand éditeur. Un « AAA » comme on les nomme, et comme le pointe du doigt le responsable d'ARM que nous interrogeons à l'occasion de notre visite.

Jouer sur un Windows On ARM

Car en voyant cela, une question nous taraude : « à quel point ARM croit en la plate-forme Windows on ARM pour le gaming ? » Dans nos tests, les produits comme le Surface Pro 9 sous ARM sont décevants pour une seule raison : le système d'exploitation de Microsoft n'a tout simplement pas le niveau de performance

recherché par les utilisateurs. La comparaison directe avec les MacBook fait également très mal à l'entreprise de Redmond. C'est dans ce contexte que le responsable d'ARM nous a rétorqué que les ordinateurs utilisant ce type de puces sont désormais là pour rester, et que la plate-forme faite pour évoluer rapidement. L'apparition de la couche d'émulation 64 bits sur Windows On ARM a effectivement fait beaucoup de bien à celle-ci, particulièrement pour le jeu vidéo.

Mais pourquoi le jeu vidéo, justement ? Sur le stand, on peut voir le Project Volterra de Microsoft faire tourner un projet Unity, le moteur de jeu très populaire chez les développeurs. ARM nous indique que même émulé, le logiciel de développement tourne à la perfection et permet aux développeurs de lancer leurs projets en Visual Basic sans le moindre problème. D'autres outils sont aussi disponibles nativement sur la plate-forme.

On comprend dès lors que plus que tout, si ARM a choisi de mettre cette plate-forme en avant, c'est pour attirer de nouveaux développeurs à eux. Nous apprenons du même temps que des discussions ont régu-

lièrement lieu entre ARM, Microsoft et les développeurs. Les deux premiers partenaires visent en priorité les applications les plus utilisées au monde, et cherchent à les ramener dans leur écurie.

ARM s'occupe de convaincre sur les performances de ses SoC, quand Microsoft doit prouver que Windows On ARM est une plateforme viable. Aujourd'hui, ces efforts sont compliqués : notre interlocuteur nous pointe du doigt notamment les outils de protection des droits d'auteur comme Denuvo ou Easy Anti-Cheat, qui n'ont pas de versions compatibles ARM et sont donc des freins pour la compatibilité d'un grand nombre de jeux.

On comprend ainsi au fil de notre discussion que tout ce dont a besoin le gaming sur Windows On ARM, c'est de développeurs qui croient en la plate-forme. Mais tant que celle-ci n'aura pas son produit phare, un ordinateur à l'égal d'un MacBook, la tâche paraît extrêmement compliquée. Au moins, les optimistes peuvent se rassurer : ARM n'a pas dit son dernier mot.

INCROYABLE

L'IA VALL-E imite votre voix en seulement 3 secondes !

Microsoft a développé VALL-E, une intelligence artificielle (IA) capable d'imiter une voix à partir d'un échantillon de trois secondes seulement. Certaines démonstrations sont très convaincantes. La firme a conscience du danger d'un tel outil placé entre les mains de personnes malveillantes.

Après les « deep fake » en image ou en vidéo, va-t-on voir débarquer des « deep fake » sonores ? C'est possible puisque Microsoft a dévoilé un nouveau modèle d'intelligence artificielle (IA) de synthèse vocale appelé VALL-E. Sa particularité ? Elle peut imiter et donc simuler la voix d'une personne avec un simple échantillon audio de trois secondes. Une fois qu'elle a appris une voix spécifique, cette IA peut synthétiser le son de cette personne, tout en préservant son timbre et les émotions.

Chez Microsoft, on pense que VALL-E pourrait être utilisé pour des applications de synthèse vocale, mais aussi, et c'est évidemment plus inquiétant, pour l'édition de la parole dans un enregistrement. Il serait possible d'éditer et modifier le son à partir d'une transcription textuelle d'un discours. Imaginez une allocution d'un homme ou d'une femme politique modifiée par cette intelligence artificielle...

Un texte exemple, un enregistrement de trois secondes, et l'intelligence artificielle fait le reste.

Le « machine learning » en action

Pour la firme, VALL-E est ce qu'on appelle un « modèle de langage de codec neuronal », et il s'appuie sur une technologie de compression audio appelée EnCodec, dévoilée par Meta (Facebook) en octobre dernier. Contrairement à d'autres méthodes de synthèse vocale qui synthétisent généralement la parole en manipulant des formes d'onde, VALL-E génère des codes de codec audio à partir d'échantillons textuels et acoustiques. Il analyse essentiellement le son d'une personne, décompose ces informations en tokens (jetons) grâce à EnCodec, et il utilise le « machine learning » pour faire correspondre l'échantillon de trois secondes avec ce qu'il a appris.

Pour cela, Microsoft s'est appuyé sur la bibliothèque sonore LibriLight. Elle contient 60 000 heures de discours en anglais de plus de 7 000 locuteurs, principalement tirés des livres audio du domaine public LibriVox. Pour que VALL-E génère un résultat pertinent, la voix dans l'échantillon de trois secondes doit correspondre étroitement à une voix dans les données d'apprentissage.

ROBOT HUMANOÏDE ATLAS

Ses derniers exploits nous en mettent plein la vue !

Le robot humanoïde Atlas a de nouvelles compétences à son actif. Le robot est un vrai gymnaste d'une grande agilité, capable d'effectuer des sauts périlleux et des mouvements complexes, ainsi que de déplacer des objets avec ses nouvelles « mains ».

Assistant de chantier n'est peut-être pas le rôle qui convient le mieux à un robot ultrasophisticé, mais il permet à Boston Dynamics de démontrer les dernières avancées d'un de ses robots. L'entreprise, plus connue pour son robot-chien Spot, vient de publier une nouvelle vidéo de son robot humanoïde Atlas.

Le bipède robotique, présenté pour la première fois en 2013, mesure un mètre et demi, et pèse 89 kilogrammes. Doté de 28 articulations hydrauliques, il peut courir jusqu'à 2,5 m/s (9 km/h). La firme avait précédemment démontré son incroyable agilité dans une série de vidéos où il faisait de la gymnastique, dansait le rock ou encore pratiquait le parkour. Cette fois, il est sur un chantier et équipé de pinces en guise de mains. Le robot désormais capable de manipuler le monde qui l'entoure. C'est la première fois que Boston Dynamics montre Atlas en train de manipuler des objets autres que des boîtes en carton. Le robot ramasse une planche et la pose afin de pouvoir accéder à un échafaudage. Il ramasse ensuite un sac au sol, marche sur la planche, puis lance le sac à une personne se tenant en haut. Ensuite, il pousse un caisson pour pouvoir descendre et termine par un saut périlleux avec rotation à 540 degrés.

Le robot Atlas est désormais capa-



ble de manipuler les objets, en plus de sa gymnastique habituelle.

À la différence du numéro de danse, Atlas a dû prendre en compte le monde qui l'entoure. De plus, certains objets se déplacent, contrairement au parkour, et il doit réaliser ses mouvements en ajustant son équilibre pour prendre en compte le poids de la planche ou le sac qu'il porte. Le robot n'a pas beaucoup changé au niveau matériel depuis la présentation de la nouvelle version en 2016. Atlas est une plateforme de recherche plutôt qu'un produit fini, et l'évolution de ses mouvements montre l'importance des algorithmes et les progrès réalisés dans ce domaine.

Le robot Atlas très à l'aise sur du parkour

Le fameux robot Atlas de Boston Dynamics est poussé dans ses limites sur un parkour - aussi appelé art du déplacement. Il réalise cette discipline acrobatique sans encombre,

comme on peut le découvrir dans une vidéo publiée par l'entreprise américaine.

Il sait danser le rock, faire de la gymnastique, des sauts périlleux et peut désormais franchir les obstacles complexes d'un parkour comme un chef ! Huit ans après ses laborieux premiers pas, du haut de son mètre 50 pour 86 kilos, le robot Atlas de Boston Dynamics ne manque pas d'équilibre, comme le montre une nouvelle vidéo publiée par son constructeur.

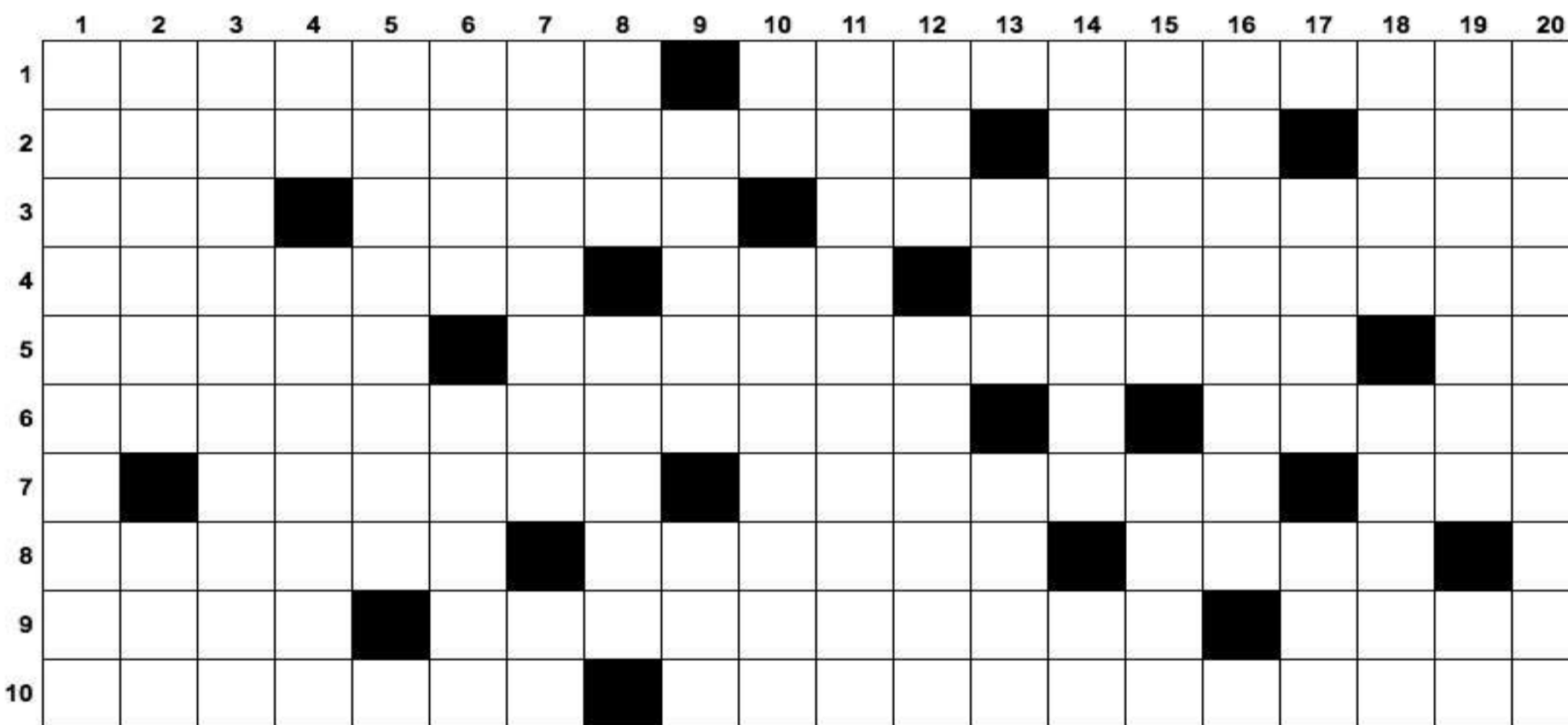
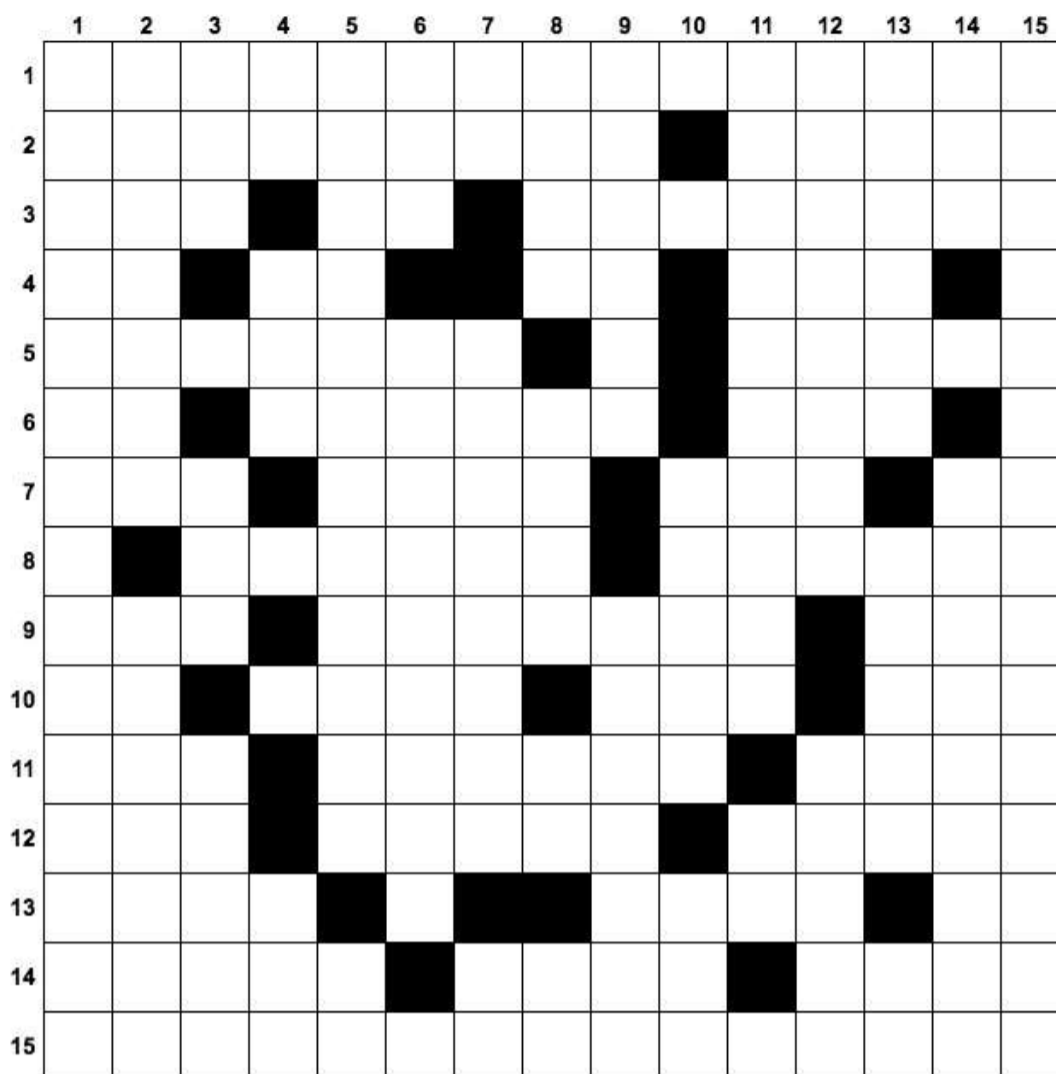
On peut y voir deux exemplaires du robot Atlas sauter de plateforme en plateforme, faire preuve d'un sens remarquable de l'équilibre en enjambant une poutre. Ce qui fait la différence, c'est qu'il peut adapter sa posture en fonction de ce qu'il voit. Autrement dit, par rapport aux autres vidéos spectaculaires, le robot n'est pas préprogrammé pour réaliser des actions. C'est lui qui va choisir de façon autonome la façon de passer un obstacle.

Horizontalement

1 Attachement à une région (pluriel). 2 Allant sur le déclin (pluriel). - Gandin. 3 Issue. - Personnel. - Déposées. 4 Petit tour. - Connu. - Blanche et noire pour Rimbaud. - Véhicule spatial. 5 Larves parasites. - Cautique. 6 Enfer phonétique. - (S')ébat. - Les tiennes. 7 Après le SMIC. - Règles écrites. - Molécule proche de l'ADN. - Le rouge et le noir...mais de Rimbaud. 8 Frisée. - Pressent. 9 Plus à l'est qu'au sud. - Viserai. - Rouge en Italie de 1921 à 1991. 10 On le donnant, vous montrez l'exemple. - Donc pas cela. - Possèdent. - Une des Cyclades. 11 Langue du Nigéria oriental. - Envie. - Prénom répandu en Russie. 12 Relatif. - 'Taire' conjugué. - Pétrole de la Mer du Nord. 13 Dans le nom d'une bénédiction papale. - Sujet non musulman de l'Empire ottoman. - Deux. 14 Araignée sous les pierres. - Hymne d'allégresse. - Otan anglo-saxon. 15 Initiation.

Verticalement

1 Gargantuesques. 2 Regimberons. - Enduit jaunâtre sur la langue. 3 Soustrait. - Point de non retour. - Grand ébéniste français du XVIIIème siècle. 4 Pour les cinéphiles. - Petite sainte. - Station internationale. 5 Invariablement. - Blanc et rouge pour Rimbaud. 6 Plus au nord qu'à l'est. - Tels certains climats. 7 Cela. - Fines étoffes. - 3,14159... 8 Mille-pattes. - Élimée. - Petit contre. - Article de souk. 9 Centrale. - Assènerai. 10 Cris accompagnant l'effort. - Bougies. 11 Adulait. - Premier vélo. 12 Modérément. - Personnage représenté en prière. 13 Mémoires. - Pinceté. - Édenté et lent. 14 Ville palindrome des Pays-Bas. - En secret. 15 Normalisation.



Horizontalement

1 Courut sur le haricot. - Arbre à chewing-gum. 2 Suppressions des inégalités. - Livre d'histoires. - Passage de ru. 3 Prédicat honorifique pour futur empereur. - Vers à ras de terre. - Conserverions. 4 Elle a un gros appétit. - Font hâle. - Citoyen du 'pays des Aigles'. 5 Prenons d'assaut (pron.). - Pièce d'un moteur à piston. - Préfixe d'association. 6 Ville de l'Ariège connue pour son orgue classée. - Se faire des films. 7 Tissais des liens. - Indispensable aux pèlerins miraculés. - Front rouge. 8 Ils ne font que gerber. - Normand mais d'abord Ebroïcien. - Nom d'une comète qui n'a pas fait long feu. 9 Sur la côte landaise ou la côte à Saint-Tropez. - Homme de génie. - Place de la flotte. 10 Importante ethnie sénégalaise. - Qui ont du poids.

Verticalement

1 Grisas en enflammant. 2 Peintre chinois du 13ème siècle. - Cité

de Mayenne. 3 Qu'est-ce qu'il rame ! 4 Personnel de service. - Prend soin de sa personne (s'). 5 Son savoir-faire est apprécié en haute couture. 6 Sortis du dépouillement. - Berceau du Canada. 7 Pimentai. - Ouvrier de production. 8 Soeur rencontrée par hasard. - On lui doit 'Le Canard sauvage', pièce écrite en 1884. 9 Mauvaise herbe. - D'un peuple amérindien. 10 Symbole d'une matière à pot. - Fermetures adhésives. 11 Nous installions pour nous sustenter (pron.). 12 Unité de pression en mécanique. - Ajoute encore un peu d'alcool. 13 Meurtrier du grand écran. - Code qui identifie une valeur boursière. 14 Qualifie un vin riche en tanin. - Permet l'allongement d'une liste. 15 Groupe ethnique d'Ituri au Congo. - Un des 'Castors Juniors'. 16 Autels privés chez les Romains. 17 Congénital. - Résout les problèmes de face. 18 Commune basque de Navarre. - Intéressé au plus haut point. 19 Longs vers marins. - Quantité limitée. 20 Nettement dégagées.

KIA SPORTAGE 2023

Une nouvelle génération

Pour 2023, Kia nous présente un tout nouveau Sportage et contrairement à ce qu'on peut voir chez la majorité des constructeurs, on ne parle pas d'une simple révision ou d'une évolution ici, mais bien d'un tout nouveau véhicule, et ce, de fond en comble.

D'ailleurs, c'est une pratique courante chez le constructeur coréen qui semble vouloir recommencer à partir d'une page blanche et se réinventer à chaque nouvelle génération. Certains diront que c'est inutile et peut-être même contre-productif, mais le fait est que Kia figure désormais parmi les constructeurs automobiles les plus populaires du monde et la marque est aussi l'une de celles qui offrent les véhicules les plus fiables sur le marché.

Bref, tout ça pour dire que le Sportage 2023 prend une tout autre forme et nous propose un concept plus moderne et une allure moins compacte que le modèle précédent. Il y a certains éléments de design qu'on retrouve sur d'autres modèles de la marque, mais aussi des caractéristiques qui lui sont uniques. Le constructeur coréen a fait beaucoup de travail au niveau des motorisations et l'habitacle est absolument superbe. Sans compter que cette nouvelle génération de Sportage est maintenant disponible dans une version aux compétences hors routes accrue. On n'en demandait pas tant, mais comme toujours, Kia surpasse considérablement les attentes avec ses nouveaux véhicules.

Design

Le nouveau Sportage a tout pour plaire, vraiment. Son design est plus moderne que jamais

et il intègre des éléments accrocheurs à tous les niveaux. Pour la partie avant, la manière dont les phares traversent la calandre et le capot lui donne une allure très sérieuse et évoluée. Les lignes latérales du modèle sont plus souples et élancées que pour le modèle précédant ce qui donne aussi l'impression que le Sportage est nettement plus grand et élancé. Peut-être que vous ne le remarquerez pas au premier coup d'œil, mais il y a une partie du bas de caisse peinte en noir et c'est ce qui aide considérablement à amincir le profil du Sportage. D'ailleurs, lorsque combiné à la peinture deux tons, cet élément donne une allure assez intéressante au Sportage 2023.

Habitacle et technologies

La première chose qui frappe à l'intérieur du Kia Sportage 2023, c'est définitivement l'immense écran qui intègre le tableau de bord et l'instrumentation du divertissement. C'est le genre de caractéristiques qu'on ne retrouvait que sur les concepts ou certaines voitures de grand luxe il n'y a pas si longtemps. En ce qui concerne l'habitacle du Sportage 2023, les nouveautés et les bonnes choses ne s'arrêtent pas là. Le VUS du constructeur coréen est plus spacieux et confortable que jamais et il recèle également une foule de commodités.

Le 2023 offre plus de technologies que je pourrais vous en nommer dans un seul paragraphe, mais l'essentiel c'est de retenir qu'il propose des

gadgets de haut niveau comme une caméra à 360 degrés.

Performances

Pour 2023, le Kia Sportage amène aussi son lot de nouvelle mécanique à commencer par un moteur de 4 cylindres de 2.5 litres qui affiche une puissance de 187 chevaux et 178 livres-pied de couple. Ce moulin est jumelé à une boîte automatique à 8 rapports qui peut envoyer la puissance aux roues avant ou aux roues arrière selon la version pour laquelle vous optez. Il s'agit là de la seule mécanique régulière qu'on retrouve sous le capot du Sportage 2023. Pour la motorisation suivante, on passe à un petit moteur turbocompressé de 4 cylindres de 1.6 litre jumelé à un moteur électrique pour une puissance totale combinée de 227 chevaux et 258 livres-pied de couple. Malgré cette puissance supplémentaire, cette version arrive à conserver une consommation moyenne de 6.1L/100km en ville et 6.3L/100km sur autoroute. Finalement, on passe à la version hybride rechargeable qui, elle offre une motorisation similaire avec un léger gain de puissance pour un total de 261 chevaux et 258 livres-pied de couple. Cette version est aussi dotée d'une batterie de plus grande capacité qui permet d'emmagasiner assez d'énergie pour que le Kia Sportage PHEV parcoure une distance moyenne de 55 kilomètres en mode 100% électrique.

MITSUBISHI MIRAGE

7 choses à savoir sur ce véhicule

Dans un marché où le prix moyen d'un véhicule neuf frise les 50 000\$ et que celui des véhicules d'occasion dépasse les 40 000 \$, où le prix du litre d'essence a atteint des sommets et où il est pratiquement impossible de prendre possession d'un véhicule électrifié sans devoir attendre au moins 12 mois, je crois qu'on peut dire que l'automobile est désormais une affaire de luxe que seul les plus privilégiés peuvent s'offrir. Heureusement, ça n'est pas tout à fait

la réalité puisque croyez-le ou non, mais il y a encore des véhicules neufs qu'on peut se procurer sous la barre des 15 000 \$ et qui consomment moins que la majorité des véhicules hybrides actuellement disponibles sur le marché. C'est notamment le cas de lae, une voiture accessible à tous.

La petite voiture du constructeur japonais n'est pas parfaite, mais elle n'en demeure pas moins l'un des moyens de transport personnel qui

soient les plus abordables sur le marché. Elle n'est peut-être pas la plus confortable, la plus spacieuse et certainement pas la plus rapide, mais contrairement à la majorité des autres véhicules qui évoluent dans la même fourchette de prix, elle est homologuée pour la route et elle offre beaucoup de commodités. Sans compter qu'elle est à peine plus dispendieuse qu'un scooter flambant neuf. Enfin, tout ça pour dire que la Mitsubishi Mirage est l'une des rares voitures que l'on peut considérer

comme économique à tous les niveaux. Si votre budget est plus limité ou si vous ne voyez tout simplement pas l'intérêt de payer plusieurs dizaines de milliers de dollars pour une voiture, il n'y a pas de meilleure option à votre disposition. C'est pourquoi j'ai décidé de vous présenter 7 caractéristiques ou éléments de la Mitsubishi Mirage qui en font l'une des petites voitures les plus intéressantes actuellement disponibles sur le marché.

HONDA CIVIC TYPE R

Va t-elle devenir hybride rechargeable ?

Il y a quelques jours, Honda levait enfin le voile sur la toute nouvelle Civic Type R. Une toute nouvelle génération qui évolue très fortement par rapport à la précédente, notamment sur le plan esthétique. Et pour cause, les lignes ont été intégralement modifiées, devenant pour certains beaucoup plus sages qu'auparavant. Néanmoins, cette version hautes performances n'a rien à envier à ses rivales, avec un look tout de même très séduisant. En revanche, rien

n'avait jusqu'alors été dit quant à sa fiche technique, alors que la marque reste très mystérieuse à ce sujet. Elle s'était alors contenté d'affirmer que sa compacte embarquait le "moteur VTEC le plus puissant de son histoire", sans en dire plus. Jusqu'à ce que nos confrères du site Auto Ao Minuto nous donnent plus d'informations. Mais ce n'est pas tout ce que l'on apprend au sujet de cette Type R.

TOYOTA GR 86 2023

Une question d'équilibre

La performance est devenue un élément de luxe dans l'industrie de l'automobile et elle s'accompagne généralement d'une facture très salée.

C'est encore plus vrai lorsqu'on parle de voiture qui ont été conçues spécialement pour être sportive, il y a des exceptions à la règle comme c'est le cas avec la Toyota GR 86 2023. Contrairement à la majorité des voitures dites sportives, la Toyota GR 86 ne joue pas au jeu de

la puissance et de la fiche technique impressionnante. La petite sportive du constructeur japonais mise avant tout sur l'équilibre. Elle est donc légère et suffisamment performante pour qu'on éprouve beaucoup de plaisir à son volant. C'est une voiture agile et précise. Le meilleur dans tout ça, c'est qu'elle bénéficie de toutes les technologies modernes et les commodités dont on puisse rêver dans une voiture sportive moderne.

Après plus de 9 ans sur le marché, une seconde génération de la Toyota GR 86 nous a finalement été présentée l'an dernier. Légèrement plus lourde, mais aussi plus puissante, la nouvelle GR 86 reste encore l'une des voitures les mieux équilibrées actuellement disponibles sur le marché. Cette nouvelle génération a aussi gagné en finesse et en confort, ce qui n'est clairement pas une mauvaise chose.

FORD MUSTANG MACH-E GT

Performance envers et contre tous

GT. Deux lettres qui revêtent un sens profond pour tout amateur de Ford Mustang. Le Mustang GT a toujours été, pour l'essentiel, la première marche à franchir pour accéder aux vénérés huit-cylindres qui ont jalonné son parcours captivant. Avec l'arrivée du modèle Mach-E GT Performance, ce repère inaltérable de la culture automobile américaine se voit entièrement transformé. Le V8 cède sa place à deux moteurs électriques, pour s'adapter à son temps. Effort louable ou exercice de marketing stérile ? Comme son nom l'indique sans détour, le Mach-E GT Performance est la livrée la plus sportive du portfolio du multisegment électrique. Pour marquer le coup, la partie avant se voit pourvue d'une calandre hexagonale foncée dont le motif rappelle la fibre de carbone. Elle est pleine pour l'écoulement d'air. Le bouclier, plus bas, se voit aussi redessiné en intégrant des fentes et un becquet avant, aussi dans un dessein d'aérodynamisme. Le flanc présente toujours cette ligne de toit trompe-l'œil qui emploie un noir lustré pour donner l'impression d'un trait arrière plus descendant. La modification la plus remarquable demeure toutefois les jantes aux multiples rayons fins et anguleux qui se superposent dans une étonnante harmonie. Les étriers avant exposent bien en vue le logo Brembo imprimé sur leur rouge vif. L'arrière, pour sa part, se démarque de la version de série par la présence des lettres GT au centre du hayon.

À bord**L'habitacle du Ford Mustang Mach-E GT édition Performance**

À bord, on perçoit un désir des designers de démarquer cette variante autant sur le plan visuel qu'ergonomique. L'élément prééminent de cette démarche est sans conteste les sièges. De prime abord bizarrement sculptés avec des sortes d'ailettes incurvées placées sur le haut du dossier, ils sont extrêmement confortables et vous enveloppent soigneusement. Certes, au prix demandé, on aurait aimé plus de réglages ainsi que leur ventilation, mais le tissu qui drapé l'assise et le dossier respirent plutôt bien. Du reste, outre des détails de finition, c'est du pareil au même par rapport à un Mach-E de série bien garni. L'assemblage est soigné et la présentation est moderne avec l'usage de diverses matières, sans trop forcer la note. Les rangements sont bien intégrés et le fait de bénéficier d'un second coffre plutôt volumineux à l'avant augmente l'aspect pratique du véhicule. L'espace de chargement arrière est amplement suffisant seul, mais sa hauteur est limitée.

CNRC : 14 116 importateurs en activité

Le directeur général du Centre national du Registre du Commerce (CNRC), Mohamed Slimani a annoncé hier à Alger que le nombre d'importateurs recensé à fin février 2023 est de 14 116. En effet, l'opération d'assainissement du fichier national des commerçants activant dans le domaine de l'importation a permis de mettre de l'ordre et de réduire le nombre d'importateurs qui avait atteint les 43 000 importateurs. Le même responsable a fait également que 23 000 autres importateurs détiennent encore des registres du commerce mais non conforme à la nouvelle réglementation du 21-94, exigeant à l'opérateur de se spécialiser dans un seul domaine d'activité. Ceci dit, dira-t-il, que leurs registres du commerce sont caducs et ne peuvent pas activer dans le domaine de l'importation pour la revente en l'état.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Jeudi 02 Mars 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

FORTEMENT ENDETTÉE

L'Égypte va repasser à l'heure d'été pour rationaliser sa consommation d'énergie

L'Égypte a décidé mercredi de revenir à un changement d'heure bi-annuel pour «rationaliser la consommation d'énergie» dans un pays pris à la gorge par ses créanciers et où l'inflation ne cesse d'appauvrir les près de 105 millions d'habitants. Le gouvernement a annoncé avoir adopté mercredi un texte prévoyant de «changer d'heure le dernier vendredi d'avril et le dernier jeudi d'octobre chaque année», une pratique abandonnée il y a une dizaine d'années dans le plus peuplé des pays arabes.

AUX ÉMIRATS ARABES UNIS

TotalEnergies acquiert les actifs pétroliers de l'espagnol Cepsa

TotalEnergies a annoncé mercredi l'acquisition des actifs pétroliers amont (exploration et extraction) de l'espagnol Cepsa à Abou Dhabi, une opération qui renforce ses liens avec la compagnie pétrolière nationale des Émirats arabes unis. «TotalEnergies a signé un accord avec Cepsa pour acquérir ses actifs amont aux Émirats arabes unis avec une date d'effet au 1er janvier 2023», indique le groupe, sans préciser le montant de l'opération, dans un communiqué.

Les actifs concernés par la transaction sont notamment une participation de 20% dans la concession offshore de Satah Al Razboot (SARB) et Umm Lulu, détenue à 60% par la compagnie pétrolière nationale d'Abou Dhabi (ADNOC). Autre actif, «une participation indirecte de 12,88%» dans la concession de Mubarraz, détenue par Abu Dhabi Oil Company Ltd (ADOC), qui compte «quatre champs offshore en production».

La Chronique d'Anouar El Andaloussi

REFORMES ECONOMIQUES : Pourquoi ? Quand ? Comment ? Et avec Qui ? Quelques éléments de pédagogie pour conduire des réformes

Le sujet de « réforme » suscite des débats, des controverses, des résistances, des adhésions, et d'autres attitudes ou postures. Le mot donne de l'espoir, mais surtout il fait peur.

Il donne de l'espoir, parce que les réformes visent un changement de la situation présente vers une autre supposée meilleure. Il fait peur parce qu'on ne connaît pas à l'avance les résultats des réformes avec certitude, donc il y a un risque que ces résultats soient loin des objectifs attendus ; souvent pour beaucoup de personnes le statu quo est préférable au changement, soit pour être sécurisé, soit parce que les règles du statu quo sont connues et garantissent des situations de privilèges et/ou de rentes.

Dans le domaine économique, les réformes sont difficiles à concevoir, à construire et encore plus à conduire. L'économie s'apparente à la mécanique, les différents mécanismes sont articulés les uns aux autres dans une cohérence globale. Tout changement dans l'une ou l'autre partie du mécanisme peut créer de nouveaux dysfonctionnements et crée des turbulences. C'est pourquoi les politiques sont souvent très prudentes dans la mise en œuvre des réformes. Pourtant toute la société attend ces réformes.

Les intérêts et les pouvoirs en place sont importants et d'aucuns se posent la question de savoir Pourquoi réformer ? Quand réformer ? Comment réformer ? Avec qui réformer ?

Pourquoi réformer est la question centrale : en effet, si tout va bien, on n'a pas besoin de changer la situation actuelle ; mais a-t-on la certitude que cette situation va durer ou ne va pas se dégrader pour différentes raisons. Les réformes sont nécessaires même quand tout va. Ce sont les objectifs que l'on se fixe, l'avenir vers lequel on se projette et les anticipations sur l'ave-

nir qui justifient des réformes. On réforme tout le temps pour tenir compte de tous les impératifs de la complexité. Laisser accumuler les défaillances et les attentes pour réformer est la plus mauvaise des démarches, car il devient difficile de tout changer en même temps.

Les réformes sont dans l'immédiat porteur de difficultés, de coûts, d'incertitude et de conflits ; les résultats sont à terme, d'où la difficulté d'arbitrer entre l'immédiat et l'horizon ou comment étaler, dans une logique séquentielle les actions réformatrices pour répartir les risques (les coûts) sur une période plus longue et réaliser des résultats même modestes et à mi-chemin. Les objectifs des réformes doivent être ambitieux et en même temps réalistes ; sinon, si les résultats ne sont pas atteints ou tardent à venir, il se crée des frustrations et vous compromettez pour longtemps toute velléité de réforme.

Sur la question, Quand réformer ? Il n'y a pas de réponses tranchées. Mais souvent on a tendance à penser qu'il y'a des moments favorables aux réformes et d'autres qui le sont moins. Il est vrai que les réformes économiques ont besoin d'un climat politique et social empreint de sérénité, de responsabilité et d'engagements.

Une réforme qui viendrait aggraver une situation de crise n'est pas souhaitée et n'a aucune chance d'aboutir. Plutôt il faut dire qu'il y a des moments à éviter et qu'il y'a d'autres à exploiter pour les réformes. Des paramètres économiques et financiers sont donc convoqués pour apprécier le moment des réformes ou du moins pour s'assurer d'un minimum de conditions favorables avec un minimum de risque. Une situation macroéconomique dégradée n'est pas favorable pour conduire des réformes des structures industrielles, une balance commerciale structurellement déficitaire n'est pas propice pour engager des réformes financières.... La re-

cherche de ces minimas est très difficile.

Le Comment est le plus difficile à définir. C'est d'abord une affaire d'ingénierie, de processus, d'agencement des parties dans le tout, de délais, d'incitations pour les parties prenantes....Une affaire de management pour mettre en cohérence, les objectifs, les acteurs, les ressources, les agendas,...

Enfin, Avec Qui ? Est une question cruciale. Pas de réformes sans partisans des réformes, sans agents du changement, sans relais dans les systèmes à transformer (à réformer). Les réformes doivent avoir des partisans et non des courtisans. Toutes les réformes ont des opposants, des résistants aux changements.

Les réformes suscitent des suspicions, des crispations, des appréhensions, c'est pourquoi pour qu'elles soient acceptées, elles doivent être légitimes (être utiles, satisfaire un besoin de la société), justes (partager les risques et les coûts entre tous les bénéficiaires supposés de ces réformes), transparentes dans leurs objectifs et leurs bénéficiaires directs, portées par des acteurs crédibles et responsables. Pour réaliser toutes ces conditions, deux instruments : la pédagogie et la communication.

Attention aux réformes qui restent inachevées : elles deviennent la source de tous les dysfonctionnements, elles génèrent des coûts et des conflits, elles encouragent le retour en arrière... Attention aux réformes sans partisans : elles seront détournées et/ou contournées de leurs objectifs ;

Attention aux réformes injustes : elles seront combattues par tout le monde ; Attention aux réformes sans objectifs : elles s'enlisent et créent des tensions ; Attention aux réformes sans agendas et sans horizon temporel, elles s'éternisent et deviennent coûteuses.